

# Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest





# Avant-propos

Ce rapport sur l'intégration économique en Afrique de l'Ouest fait partie d'une série d'études préparées par des universités et instituts de recherche suédois en collaboration avec l'Asdi. Ces études ont pour ambition de contribuer à une meilleure compréhension de la situation économique des principaux partenaires au développement de la Suède et des défis que doivent affronter ces pays. L'Asdi espère que ces travaux auront également un intérêt pour la recherche universitaire et contribueront ainsi à renforcer les compétences des universités suédoises dans le domaine de l'économie du développement.

La présente étude évalue le processus et les formes de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et son impact sur le développement économique des pays de la région, en particulier le Burkina Faso et le Mali. Un thème abordé également par l'étude porte sur le rôle que peut jouer l'accord de partenariat économique entre l'Union Européenne et la CEDEAO dans l'approfondissement à venir du processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Yves Bourdet du département de sciences économiques de l'Université de Lund est l'auteur de l'étude.



Per Ronnås  
Economiste en chef

Publié par l'Asdi 2005

Département des politiques et de la méthodologie

Auteur: Yves Bourdet, Département de sciences économiques, Université de Lund

Impression: Edita Communication AB, 2005

Numéro de l'article: SIDA4901fr

ISBN: 91-586-8580-4

ISSN: 1404-031X

# Content

Résumé .....	5
Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest .....	5
Liste des sigles .....	6
1. Introduction .....	7
2. UEMOA et CEDEAO: Intégration à géographie et contenu variables.....	9
3. Intégration, commerce extérieur et spécialisation.....	17
4. À la recherche des effets «dynamiques» de l'intégration régionale .....	24
5. Revoir la substance et l'architecture de l'intégration en Afrique de l'Ouest .....	30
6. En guise de conclusion: quel rôle pour l'Union européenne ?.....	33
Bibliographie.....	35
Annexe 1 Indicateurs économiques des pays membres de l'UEMOA et de la CEDEAO .....	39
Country Economic Reports .....	40



# Résumé

## **Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest**

L'intégration régionale connaît un renouveau dans le monde depuis le milieu des années 90. Ce renouveau concerne aussi les pays d'Afrique de l'Ouest. Les expériences d'intégration régionale pendant la première vague d'intégration, dans les années 60 et 70, ont produit des résultats mitigés et souvent décevants en termes de création de commerce et d'accélération de la croissance économique. Ce constat est surtout vrai pour les expériences d'intégration régionale entre pays en développement, en particulier en Afrique sub-saharienne.

Le regain d'intérêt actuel pour l'intégration régionale pose bien sûr la question de son influence sur les économies des pays concernés. Le premier objectif de cette étude est d'évaluer la forme d'intégration choisie par les pays de la sous région et de saisir les tenants et aboutissants du processus en cours d'élargissement et d'approfondissement. Le second objectif est d'évaluer les effets de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et de voir en quoi elle contribue au développement économique du Burkina Faso et du Mali, deux pays qui reçoivent une aide publique au développement de la Suède. Enfin, le troisième objectif est de voir en quoi l'accord de partenariat économique en cours de négociation entre la CEDEAO et l'Union européenne va pouvoir renforcer l'impact positif de l'intégration régionale sur la croissance économique et contribuer ainsi au développement économique et social des pays concernés.

# Liste des sigles

ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
APE	Accord de partenariat économique
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
FED	Fonds européen de développement
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
IDE	Investissement direct étranger
OMC	Organisation mondiale du commerce
SPG	Système de préférences généralisées
TEC	Tarif extérieur commun
TCI	Taxe conjoncturelle à l'importation
TDP	Taxe dégressive de protection
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
ZMAO	Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest



# 1. Introduction\*

L'intégration régionale connaît un renouveau depuis le milieu des années 90. Ce renouveau concerne aussi bien les pays industriels que les pays en voie de développement. Les tentatives d'intégration régionale entre des pays du Nord et des pays du Sud (régionalisation Nord-Sud) constituent une spécificité de la dernière décennie. L'accord de libre échange (ALE-NA.) entre les États-Unis, le Canada et le Mexique fournit un exemple de ce genre nouveau d'intégration. Les accords de libre échange entre l'Union européenne et les pays méditerranéens du Sud participent également à cette nouvelle tendance. Les Accords de Partenariat Économique (APE), dont un des objectifs est la libéralisation réciproque des échanges entre l'Union européenne et des groupements régionaux de pays en développement, constituent un troisième exemple. Ces accords, en cours de négociation, devraient entrer en vigueur en janvier 2008 et remplacer le système de préférences généralisées (SPG). L'un des objectifs majeurs de ces accords Nord-Sud est d'encourager les exportations et la croissance économique des pays du Sud et d'améliorer les conditions de vie des populations afin de diminuer les pressions migratoires dans ces pays.

Ce regain d'intérêt pour l'intégration régionale pose bien sûr la question de son influence sur les économies des pays concernés, en particulier sur la croissance et le développement économique au sens large. Les tentatives d'intégration régionale pendant la première vague d'intégration, dans les années 60 et 70, ont produit des résultats mitigés et souvent décevants en termes de création de commerce et d'accélération de la croissance économique<sup>1</sup>. C'est surtout vrai pour les expériences d'intégration régionale entre les pays en développement, en particulier en Afrique sub-saharienne<sup>2</sup>. La situation actuelle est différente en ce qui concerne d'une part, la structure économique et le niveau de développement des pays engagés dans des processus d'intégration régionale et d'autre part, le genre de stratégie de développement mise en œuvre dans la plupart de ces pays, moins repliée sur le marché intérieur. Elle est différente aussi pour ce qui est de l'environnement commercial interna-

\* L'auteur tient à remercier Jenny Björk, Åsa Broman, Massa Coulibaly, Ulrika Brobäck, Philip English, Lassina Konaté, Nicolas Ponty, Marie Ramm, Taladidia Thiombiano ainsi que les participants aux séminaires de Ouagadougou et Stockholm pour leurs commentaires sur une version préliminaire de l'étude.

<sup>1</sup> Pour une évaluation de la première vague d'intégration entre pays en développement, voir par exemple de la Tore et Kelly (1992), ch. V.

<sup>2</sup> Pour une évaluation des expériences passées d'intégration en Afrique sub-saharienne, voir Foroutan (1993).

tional avec un niveau moyen des droits de douane et autres barrières commerciales, dans les pays concernés comme dans le monde en général, nettement inférieur à ce qu'il était il y a trente ans; il y a moins de risques que l'intégration régionale ne se traduise par une contraction importante des échanges commerciaux et un ralentissement de la croissance économique. Afin de porter un jugement actuel sur la pertinence de l'intégration régionale comme instrument de développement économique, il est important d'évaluer, vu les différences entre les contextes passé et présent, les résultats des expériences d'intégration régionale en cours.

Le premier objectif de ce rapport est d'évaluer la forme d'intégration choisie par les pays d'Afrique de l'Ouest et d'estimer l'impact probable des discussions et négociations en cours quant à l'élargissement et l'approfondissement de l'intégration régionale dans la sous région. Le second objectif est d'évaluer les effets économiques de l'intégration régionale et de voir en quoi l'intégration contribue au développement économique des pays de la région. Enfin, le troisième objectif de cette étude est de voir en quoi les accords de partenariat en cours de négociation entre la CEDEAO et l'Union européenne vont pouvoir renforcer l'impact positif de l'intégration régionale sur la croissance économique et contribuer ainsi au développement économique et social des pays concernés.

Le rapport se structure de la manière suivante: après cette première partie introductive, la seconde partie examine les différents processus et formes d'intégration qui se juxtaposent et se recoupent en Afrique de l'Ouest. Elle introduit et explique les concepts d'intégration à géographie et contenu variables. La troisième partie analyse l'impact du processus d'intégration sur le commerce et la spécialisation internationale. La quatrième partie porte sur les effets dynamiques de l'intégration. L'accent est mis sur ces effets qui devraient permettre aux pays membres d'atteindre un taux de croissance plus rapide. La cinquième section s'interroge sur l'architecture actuelle de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et discute des conséquences de l'approfondissement et l'élargissement. La dernière partie examine en quoi l'accord de partenariat en négociation avec l'Union européenne peut servir de catalyseur et influencer sur l'impact du processus d'intégration régionale sur le développement économique.

## 2. UEMOA et CEDEAO: Intégration à géographie et contenu variables

Deux ensembles régionaux structurent actuellement le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest; il s'agit, par ordre chronologique, de la CEDEAO et de l'UEMOA. La création de la CEDEAO remonte à 1975 avec la signature du traité de Lagos par 15 pays d'Afrique de l'Ouest. L'UEMOA est plus récente, sa création datant de janvier 1994, à la veille de la forte dévaluation (50%) du franc CFA. Plusieurs tentatives infructueuses d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ont précédé la formation de ces deux regroupements régionaux<sup>3</sup>.

La CEDEAO et l'UEMOA diffèrent en termes de couverture géographique, de caractéristiques des pays membres et de contenu des projets d'intégration. Les deux ensembles régionaux se recoupent dans la mesure où tous les pays membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) appartiennent également à la CEDEAO, qui regroupe en plus 7 autres pays d'Afrique de l'Ouest (Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria et Sierra Leone). Il existe de fortes disparités entre les pays membres des deux regroupements régionaux en termes de taille, de revenu moyen par habitant, de structure du commerce extérieur, de volume de l'aide au développement et d'étendue de la pauvreté (voir Annexe 1). De plus, certains pays sont enclavés, comme les pays sahéliens, alors que d'autres sont côtiers. Il existe enfin des disparités d'ordre linguistique et culturel avec une certaine homogénéité au sein de l'UEMOA, qui est composée de pays francophones (à l'exception de la Guinée-Bissau), et une grande hétérogénéité au sein de la CEDEAO, qui regroupe des pays anglophones, francophones et lusophones.

La substance même des accords d'intégration et les domaines couverts par le processus d'intégration diffèrent de manière importante de l'UEMOA à la CEDEAO (voir le tableau 1). On dénombre généralement cinq formes d'intégration économique régionale: la zone de libre échange, l'union douanière, le marché commun, l'union monétaire et l'union économique et monétaire. Ces cinq formes présentent des configurations différentes et représentent des degrés croissants d'intégration et de coordination des politiques économiques. L'accord de libre échange, la forme la plus simple, n'engage que la libéralisation du commerce entre les pays membres alors que l'union économique et monétaire, la forme la plus achevée, implique, en plus de la libéralisation

<sup>3</sup> Pour l'historique des premières tentatives d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, voir Robson (1983) et Berg (1993).

du commerce intra-communautaire, la création d'une union douanière avec l'adoption d'un tarif extérieur commun, la libre circulation des facteurs de production (main d'œuvre et capital), l'adoption d'une monnaie commune et la coordination, voire l'harmonisation des politiques économiques et de certaines politiques sectorielles.

**Tableau 1: Intégration en Afrique de l'Ouest, mesures mises en œuvre (x) et projetées (p).**

	UEMOA	CEDEAO
Suppression des droits de douane intérieurs	x	p
Élimination des obstacles non tarifaires		
Tarif extérieur commun	x	p
Autres objectifs de politique commerciale	x	x
Harmonisation des législations commerciales	x	
Politique de la concurrence	x	
Libre circulation des travailleurs	x	x
Libre circulation des capitaux	x	x
Monnaie commune	x	p
Coordination des politiques économiques	x	p
Politiques sectorielles	x	p
Objectifs non économiques a)		x

a) Maintien de la paix, politique de sécurité, etc.

Le tableau 1 donne une vue d'ensemble des mesures prises, ou envisagées, dans le cadre de l'intégration régionale au sein de l'UEMOA d'une part et de la CEDEAO d'autre part. Le tableau montre que le processus d'intégration de l'UEMOA a été beaucoup plus loin que celui engagé entre les pays membres de la CEDEAO (c'est à dire entre l'UEMOA et les autres pays de la CEDEAO). L'intégration au sein de l'UEMOA repose sur trois piliers. Tout d'abord une union douanière, entrée en vigueur en 2000, garantit formellement la libre circulation des biens dans l'espace UEMOA. Ensuite, tout un ensemble de mesures, telles que l'harmonisation des législations commerciales et l'adoption d'une politique de la concurrence commune, encouragent les pratiques concurrentielles et facilitent l'intégration des marchés dans la sous-région. Enfin, une monnaie commune minimise les coûts de transaction et favorise les échanges commerciaux. Les pays membres de l'UEMOA ont aussi mis en œuvre une harmonisation des politiques économiques, par l'adoption de critères de convergence budgétaire et macro-économique communs et un suivi de ces critères par la commission de l'UEMOA, ceci afin de garantir une certaine stabilité économique et de soutenir la valeur de la monnaie commune. Le fort degré d'intégration entre les pays membres de l'UEMOA, tel qu'il est illustré par le tableau 1, se doit d'être nuancé car plusieurs mesures sont plus formelles que réelles; en effet, certaines mesures et certains dispositifs législatifs, comme par exemple la libre circulation des travailleurs ou la politique de la concurrence, ne sont qu'imparfaitement mis en application. Bien que le processus d'intégration de la CEDEAO ne soit pas aussi avancé, plusieurs engagements, pris au cours des dernières années, vont lui permettre d'atteindre un degré plus avancé d'intégration, le rapprochant de celui atteint par l'UEMOA.

### *Une union douanière imparfaite en voie d'élargissement*

L'union douanière est un composant essentiel du processus d'intégration de l'UEMOA. Les droits de douane sur le commerce intra-communautaire ont été éliminés progressivement et, depuis 2000, un tarif extérieur commun (TEC) a été mis en place. L'UEMOA a adopté des règles d'origine qui permettent de déterminer les produits exemptés de droits de douane<sup>4</sup>. La création de l'union douanière a conduit à une simplification et à un abaissement significatif des droits de douane au niveau de la région. Le TEC comporte quatre taux qui vont de 0% pour un petit nombre de produits de base (comme les médicaments) à 20% pour les biens de consommation finale, en passant par 5 ou 10% pour les produits intermédiaires et autres intrants. À cela s'ajoute une redevance statistique de 1%, prélevée sur tous les produits importés et un prélèvement de 1%, qui sert à financer le fonctionnement des institutions de l'UEMOA et certaines de ses activités<sup>5</sup>.

Il existe aussi deux sortes de taxes à caractère temporaire. D'abord une taxe dégressive dans le temps (TDP: taxe dégressive de protection) qui accorde une protection temporaire aux secteurs exposés à une forte concurrence des pays tiers, suite à la mise en place de l'union douanière. Actuellement les taux de cette taxe se situent entre 2,5 et 5% de la valeur des importations. Cette taxe a été «prorogée jusqu'au 31 décembre 2005 en attendant la mise en place d'un nouveau système de protection des industries»<sup>6</sup>. Il existe également une taxe conjoncturelle à l'importation (TCI), dont l'objectif est d'atténuer l'impact des fortes fluctuations sur le marché mondial, pour des produits du secteur primaire, à l'exclusion des produits de la pêche. La TCI peut aussi être utilisée pour «contrecarrer les pratiques déloyales à l'importation»<sup>7</sup>. La TDP et la TCI sont des taxes nationales dans la mesure où elles ne s'appliquent que dans certains pays de l'UEMOA qui en ont fait la demande auprès de la commission. Malheureusement il n'existe pas, à ce jour, d'étude synthétique sur la part des importations de chaque pays membre, soumises à ces deux taxes d'importation. Du fait de l'existence de ces taxes, on ne peut pas parler d'une union douanière *stricto sensu* car des niveaux de taxes différents sont imposés sur les importations des pays tiers de certains produits. Pour ces produits les règles d'origine sont nécessaires pour déterminer si le produit importé doit être soumis à un droit de douane.

L'union douanière devrait à terme, être élargie à tous les pays de la CEDEAO. En effet, les pays membres de la CEDEAO ont l'intention de mettre en place cette union douanière élargie au 1<sup>er</sup> janvier 2008, avec alignement du tarif extérieur des pays non membres de l'UEMOA, sur le tarif extérieur commun de l'UEMOA<sup>8</sup>. Il est prévu aussi que le financement des activités de la CEDEAO sera prélevé sur les recettes douanières, issues des importations en provenance des pays tiers. Il subsiste des incertitudes, cependant, au sujet du calendrier de mise en

<sup>4</sup> Un système transitoire a été instauré pour compenser les États des pertes de recettes douanières suite à la mise en place de l'union douanière. Ces compensations sont dégressives et devraient disparaître fin 2005. Les pays enclavés, Niger, Burkina Faso et Mali, reçoivent à peu près les trois quarts des sommes attribuées au titre du système de compensations financières. La période transitoire doit permettre aux pays concernés de réformer leur système fiscal afin de compenser les pertes de recettes douanières par des recettes fiscales internes. La politique régionale et les fonds structurels de l'UEMOA devraient ensuite prendre le relais et permettre aux pays et régions les moins favorisés de rattraper leur retard économique.

<sup>5</sup> Pour une présentation plus détaillée des règles et mécanismes de fonctionnement de l'union douanière de l'UEMOA, voir UEMOA (2001) et Coulibaly (2004).

<sup>6</sup> UEMOA (2004a), p. 13.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> L'objectif officiel est de commencer l'alignement du TEC pour les pays de la CEDEAO en 2005 avec une période transitoire de trois ans. UEMOA (2004c), p. 6.

place de l'union douanière élargie et de la participation de certains pays de la CEDEAO qui ne sont pas membres de l'UEMOA<sup>9</sup>. Les négociations menées avec l'Union européenne, dans le cadre de la préparation des accords de partenariat économique régionalisés, ont fortement contribué au renouveau de l'intégration au sein de la CEDEAO et à l'élargissement annoncé de l'union douanière à l'horizon 2008, date d'entrée en vigueur des accords de partenariat entre l'Union européenne et des regroupements régionaux parmi les pays en développement.

### *Un marché commun plus formel que réel*

L'établissement d'une zone de libre échange ou d'une union douanière constitue la forme la plus simple (et courante) d'intégration régionale. Le marché commun en est une forme plus avancée; en plus de la libéralisation des échanges entre les pays, il autorise la libre circulation de la main d'œuvre et des capitaux (entre autres, des investissements étrangers). Il s'agit là d'un degré supérieur d'intégration, qui a pour objectif une allocation des facteurs de production plus propice à la croissance économique. Les facteurs de production, la main d'œuvre et le capital, se dirigent vers les activités (et pays) à plus forte productivité jusqu'à ce que le processus d'intégration parvienne à une égalisation des rémunérations des facteurs de production.

Si le cadre institutionnel et réglementaire favorisant l'intégration commerciale et la libre circulation des biens est beaucoup plus avancé au sein de l'UEMOA qu'au sein de la CEDEAO, le cadre réglementaire du marché commun a, en revanche, pris de l'avance au sein de la CEDEAO, en particulier en ce qui concerne la libre circulation de la main d'œuvre et le droit d'établissement. L'élaboration de tout un ensemble réglementaire et législatif, ayant pour objectif la libre circulation de la main d'œuvre dans l'espace CEDEAO, s'est faite en trois étapes<sup>10</sup>. Depuis mai 1979, les ressortissants de tous les pays de la CEDEAO n'ont plus besoin de visa pour séjourner dans l'espace CEDEAO pour une durée inférieure à 90 jours. Depuis juillet 1986, les mêmes ressortissants ont le droit d'exercer une activité dans tous les pays de la CEDEAO, à l'exception des emplois dans le secteur public. Enfin, depuis mai 1990, existe un droit de résidence et d'établissement, qui garantit à tout ressortissant d'un pays membre de la CEDEAO, le droit d'exercer une activité économique dans un autre pays de la CEDEAO et proscriit toute forme de discrimination à l'embauche ou dans l'exercice d'un emploi.

Le cadre réglementaire, garantissant la libre circulation de la main d'œuvre au sein de la CEDEAO, est plus le résultat que la cause des migrations, allant des pays de l'intérieur vers les pays côtiers en Afrique de l'Ouest. Ces migrations, en particulier vers la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Sénégal, ont commencé bien avant la création formelle d'un marché du travail régional<sup>11</sup>. Le rôle limité du cadre réglementaire est confirmé par le ralentissement des flux migratoires, depuis la fin des années 1980,

<sup>9</sup> Le niveau moyen des droits de douane sur les importations des pays tiers est actuellement nettement plus élevé au Nigeria que dans les pays de l'UEMOA et certains observateurs (Hinkle et Newfarmer (2005), p. 17) doutent de la volonté du Nigeria de mettre en application le tarif extérieur commun dans un avenir proche. Le niveau moyen des droits de douane du Nigeria avant le début du processus d'harmonisation en 2005 s'élevait à 29% alors qu'il n'était que de 12% pour les pays de l'UEMOA (Oyejide et al. (2004), p. 26). Parmi les autres pays de la CEDEAO qui ne sont pas membres de l'UEMOA, seul la Sierra Leone a un niveau moyen des droits de douanes nettement supérieur à celui des pays de l'UEMOA, soit 47% (ibid.).

<sup>10</sup> Voir par exemple Ouédraogo (2002), pp. 17–18. Il est bon d'ajouter que le Traité de l'UEMOA contient deux articles sur la libre circulation des personnes et le droit d'établissement. La Commission de l'UEMOA a pris des initiatives pour rendre effectifs ces articles. Jusqu'à présent ces initiatives n'ont pas abouti en partie en raison de la crise en Côte d'Ivoire (OIT (2004), pp. 9–10).

<sup>11</sup> Pour un aperçu historique de ces mouvements migratoires, voir par exemple Lalou (1996), pp. 351–358.

alors qu'on aurait pu s'attendre, au contraire, à une augmentation de ces flux, à la suite des mesures facilitant la libre circulation de la main d'œuvre pendant la même période<sup>12</sup>. Plusieurs raisons expliquent ce paradoxe apparent; d'abord les pays côtiers ont une plus faible croissance économique, suite entre autres, à la baisse du prix des principales matières premières d'exportation. Ils ont aussi une plus faible demande en main d'œuvre peu qualifiée. De plus, l'instabilité politique et les guerres civiles dans plusieurs pays côtiers, comme la Côte d'Ivoire, ont suscité une inversion importante des mouvements migratoires.

Jusqu'à présent la discussion a porté sur la libre circulation de la main d'œuvre et le développement d'un marché du travail régional. Il y a aussi les autres facteurs de production, en particulier le capital. Il n'existe pas encore d'intégration des marchés de capitaux nationaux au niveau de l'UEMOA et la CEDEAO<sup>13</sup>. Les mouvements de capitaux entre les pays de l'Afrique de l'Ouest sont limités, même si l'on a pu voir se développer des structures institutionnelles financières au cours de ces dernières années. Des mesures comme la création de nouveaux instruments financiers, l'harmonisation des réglementations bancaires (au niveau de l'UEMOA), l'internationalisation des systèmes bancaires (avec l'établissement d'acteurs privés comme ECOBANK), la création de bourses régionales, etc. devraient à terme, faciliter les flux financiers entre les pays de l'Afrique de l'Ouest et favoriser l'émergence d'un marché commun des capitaux.

#### *Une union monétaire en gestation à risques*

La typologie traditionnelle fait état d'un degré encore plus avancé d'intégration régionale: l'union monétaire et la coordination des politiques économiques qu'elle requiert. Les pays de l'UEMOA partagent une monnaie, le franc CFA, arrimé à l'euro. La fixité du taux change du franc CFA est garantie par un accord monétaire avec le Trésor français. L'existence d'une monnaie commune renforce, *a priori*, l'impact du démantèlement des barrières douanières sur le volume des échanges et la spécialisation des pays de l'UEMOA. Une monnaie commune élimine les risques de variation des taux de change et diminue les coûts de transaction dans les échanges commerciaux entre les pays qui partagent cette même monnaie. Elle favorise aussi la concurrence, en rendant plus facile les comparaisons de prix entre les pays et ainsi, les opérations d'arbitrage. L'intégration monétaire au sein de l'UEMOA joue également un rôle de point d'ancrage pour les politiques économiques, ce qui minimise les risques de politiques économiques accommodantes et de financement monétaire des déficits budgétaires. La mise en place des critères de convergence assure la stabilité macro-économique au sein de la zone. Le suivi de ces critères par la commission de l'UEMOA, constitue l'outil principal de régulation de l'union monétaire<sup>14</sup>. Même si les pays membres ne respectent pas tous les critères de convergence,

<sup>12</sup> Les enquêtes menées dans le cadre du Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO) ont conclu à ce ralentissement des migrations vers les pays côtiers; voir par exemple Traoré et Bocquier (1996), pp. 2-3, et Beauchemin et Bocquier (2003), pp. 8-11. Sur les cas du Mali et du Burkina Faso, voir aussi Diarra (2003) et Heuler-Neuhaus (2003).

<sup>13</sup> Voir par exemple Hugon (1999), pp. 39, et World Bank (2001), pp. 9-10.

<sup>14</sup> Il existe deux sortes de critères: les critères de premier rang et les critères de second rang. Les quatre critères de premier rang concernent le solde budgétaire de base ( $\geq 0$  du PIB), l'inflation ( $\leq 3\%$  par an), la dette intérieure et extérieure ( $\leq 70\%$  du PIB) et la variation d'arriérés intérieurs et extérieurs ( $\leq 0$ ). Les quatre critères de second rang concernent la masse salariale ( $\leq 35\%$  des recettes fiscales), les investissements publics ( $\geq 20\%$  des recettes fiscales), le déficit extérieur courant hors dons ( $\leq 5\%$  du PIB) et les recettes fiscales ( $\geq 17\%$  du PIB). En 2003, les critères de premier rang ont été respectés par en moyenne 5 pays sur 8 et les critères de second rang par 3 pays sur 8. Pour une analyse par pays, voir UEMOA (2004b) et Comité de convergence de la zone franc (2005).



l'influence positive de ces critères sur la stabilité macro-économique est indéniable. L'accent mis sur des mesures de politique économique, qui favorisent la croissance économique à plus long terme constitue un autre aspect crucial de l'harmonisation des politiques économiques. La nécessité de consacrer une part importante des recettes fiscales à l'investissement public et les limites imposées aux dépenses budgétaires courantes en sont deux exemples<sup>15</sup>.

L'intégration monétaire a jusqu'à présent été circonscrite à l'UEMOA. La CEDEAO a depuis sa formation en 1975, eu comme ambition, l'intégration monétaire mais ce n'est qu'en 2000 qu'un projet concret d'union monétaire a été adopté par les pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA, à l'exception du Cap-Vert, qui a choisi de ne pas y participer. La création d'une union monétaire élargie à toute l'Afrique de l'Ouest est prévue en deux étapes distinctes. La première étape consiste en la création d'une seconde zone monétaire (ZMAO: Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest), regroupant les pays de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA (Gambie, Ghana, Guinée, Nigeria et Sierra Leone)<sup>16</sup>. La deuxième étape consistera en la fusion des deux zones monétaires, UEMOA/BCEAO et ZMAO, pour parvenir à la création d'une union monétaire élargie. Le calendrier initialement prévu, avec la création de la ZMAO en 2003 et la fusion des deux zones en 2004, a été modifié et les échéances repoussées, suite au non-respect des conditions (critères de convergence) posées pour la création de la seconde zone monétaire. Le lancement de la deuxième zone monétaire a d'abord été ajourné au 1<sup>er</sup> juillet 2005. Lors du sommet de Banjul en mai 2005, les chefs d'Etat et les représentants des cinq pays membres ont pris la décision de reporter une nouvelle fois la création de la ZMAO, après constat du non-respect des critères de convergence par la plupart des Etats membres. Le lancement est fixé maintenant au 1<sup>er</sup> décembre 2009. Aucune nouvelle date n'a été décidée pour la fusion des deux zones monétaires.

Un certain nombre de problèmes risquent cependant de retarder, voire dans le pire des cas, de remettre en cause la création de l'union monétaire élargie en Afrique de l'Ouest<sup>17</sup>. Il y a tout d'abord des problèmes structurels qui tiennent au fait que la spécialisation internationale des pays membres de la future union monétaire élargie diffère fortement. Le Nigeria, dont l'économie est la plus grande de la CEDEAO (environ 40% du PIB), est exportateur de pétrole alors que les autres pays sont obligés de l'importer et restent très dépendants des exportations de produits primaires, comme le coton pour les pays sahéliens. Les prix de ces produits exportés, évoluant en sens inverse, induisent de fortes différences dans l'évolution des termes de l'échange, entre chaque pays de la zone. Le besoin de recourir aux taux de change pour absorber ces chocs extérieurs apparaît donc variable au sein de la zone<sup>18</sup>. La perte de l'instrument du taux de change dans une telle situation constitue un coût important qui doit être plus que compensé par des gains élevés pour justifier la création d'une union monétaire. Or ces gains sont faibles car proportionnels au volume limité des échanges commerciaux entre le

<sup>15</sup> Pour une évaluation de la convergence et une analyse de ses limites au regard de la lutte contre la pauvreté, voir Plane et Tanimoune (2005).

<sup>16</sup> Le Liberia ne participe pas à la seconde zone monétaire suite à la guerre civile. Il est cependant prévu que le pays rejoindra la seconde zone monétaire une fois la paix revenue et la situation politique stabilisée.

<sup>17</sup> Pour une analyse approfondie et récente des problèmes rencontrés par les projets d'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest, voir Masson et Pattillo (2004), ch. 6.

<sup>18</sup> Pour une illustration des différences d'évolution des termes de l'échange entre le Nigeria et les pays de l'UEMOA, voir Masson et Pattillo (2004), p. 99, et Bourdet (2004b), p. 31.



Nigeria et les pays de l'UEMOA. Il faut souligner aussi que dans le cas de la CEDEAO, la perte de l'instrument du taux de change ne peut pas être compensée par le genre de mécanismes correcteurs mis en avant par la théorie de la zone monétaire optimale, tels qu'une forte mobilité de la main d'œuvre entre les pays membres (voir plus haut), une flexibilité à la baisse des salaires et un budget centralisé au niveau de la CEDEAO qui permet les transferts entre les pays atteints différemment par les chocs extérieurs.

En plus de cet argument structurel, il y a des raisons conjoncturelles au retard de la mise en œuvre de la seconde zone monétaire et par-là même de l'union monétaire élargie. En effet, les cinq pays engagés dans le processus d'intégration monétaire (ZMAO) ont élaboré des critères de convergence qui doivent être respectés avant la création de la seconde zone monétaire au premier juillet 2005 (la date initiale était le premier janvier 2003). Ces critères sont au nombre de 9 et souvent proches des critères de convergence mis en œuvre au sein de l'UEMOA. Seule une minorité de pays aspirant à la création de la ZMAO remplissait les critères de premier et de second rang en juin 2003<sup>19</sup>. Il n'existe pas d'évaluation de l'état de la convergence au sein de la ZMAO depuis cette date (presque deux ans), ce qui reflète d'une certaine manière, les lacunes du suivi actuel du programme de convergence des pays qui aspirent à créer la seconde zone monétaire<sup>20</sup>.

Enfin, il y a aussi le choix du régime de change extérieur, fixe ou flexible, pour l'union monétaire élargie. Cet aspect n'a pas encore été abordé par les gouvernements des pays concernés, ce qui risque de retarder le passage de la première étape à la deuxième étape du processus d'intégration monétaire. Au cas où les pays membres choisiraient une fixité du change, il faudrait encore décider de la monnaie d'arrimage, euro, dollar ou panier de monnaies qui, de préférence, doit refléter le poids de ces monnaies dans le commerce extérieur des pays de la CEDEAO. Ce choix d'un régime de change extérieur est crucial car il est très improbable que l'arrimage actuel du franc CFA, garanti par le Trésor français, survive à la création de la zone monétaire élargie.

#### *Des politiques sectorielles en mal de moyens*

En plus des initiatives prises pour favoriser la libéralisation des échanges, la libre circulation des facteurs de production et l'union monétaire, l'UEMOA, comme la CEDEAO ont mis en place des politiques communes, transversales et sectorielles. Au sein de l'UEMOA, il y a deux exemples de politiques transversales: la politique régionale et la politique de la concurrence. À ce jour, les moyens et l'influence réelle de ces politiques doivent être considérés comme limités, surtout pour ce qui est de la dernière. Il existe aussi des politiques à caractère sectoriel qui couvrent des secteurs tels que l'agriculture et l'énergie. Dans ce cas aussi, les contraintes budgétaires font que ces politiques sont peu mises en application. Il a été plus facile de concevoir de telles politiques dans le cadre de l'UEMOA, grâce à une plus grande homogénéité des pays

<sup>19</sup> Comme pour l'UEMOA, il existe des critères de premier rang et des critères de second rang. Les quatre critères de premier rang concernent l'inflation ( $\leq 5\%$  par an), le déficit budgétaire ( $\leq 4\%$  du PIB), le financement monétaire du déficit budgétaire ( $\leq 10\%$  des recettes fiscales de l'année précédente) et les réserves de change ( $\geq 3$  mois d'importation). Les cinq critères de second rang concernent les recettes fiscales ( $\geq 20\%$  du PIB), la masse salariale ( $\leq 35\%$  des recettes fiscales), les investissements publics ( $\geq 20\%$  des recettes fiscales), le maintien de taux d'intérêt positif réel et la stabilité du taux de change réel. En juin 2003, en moyenne 3 pays sur 5 respectaient les critères de premier rang alors que seulement entre 1 et 2 pays sur cinq respectaient les critères de second rang (Bourdet (2004b), p. 30). Pour une analyse par pays, voir West African Monetary Institute (2003).

<sup>20</sup> Il existe cependant une analyse de la convergence pour tous les pays de la CEDEAO (Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (2004)).

membres (politique énergétique, minière, agricole, et industrielle). Le regain d'intérêt pour la CEDEAO a conduit cette organisation à relancer le chantier de politiques sectorielles communes. Par exemple, les pays de la CEDEAO se sont mis d'accord à Accra en janvier 2005, sur une politique agricole commune, dont l'objectif est d'assurer la sécurité et l'indépendance alimentaire, de favoriser les échanges entre les pays membres, et d'assurer des revenus décents aux paysans<sup>21</sup>. La décision prise au niveau des Chefs d'État et de Gouvernement n'explicite pas les mesures pratiques à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs ni les moyens financiers qui leur seront consacrés. Cela étant, il est nécessaire d'attendre avant de mieux saisir les tenants et aboutissants de la politique agricole de la CEDEAO. Le lien entre ce genre de politique et l'objectif majeur de l'intégration régionale, à savoir la libre circulation des biens et des facteurs de production, n'est pas toujours évident. L'histoire de l'intégration régionale entre pays en développement n'incite pas à l'optimisme car elle est pleine d'exemples de politiques communes qui sont restées au stade d'initiative sans suite ou d'articles dans les traités d'accords régionaux.

#### *Intégration en Afrique de l'Ouest: un projet inachevé et brouillé*

Le processus d'intégration en Afrique de l'Ouest a été modelé par l'histoire, les rapports de force entre les pays impliqués, les groupements d'intérêts à l'intérieur de ces pays et les influences extérieures. Cette origine explique le côté inachevé et pas toujours cohérent de l'intégration économique dans la sous-région. La création d'une union douanière, assurant la libre circulation des biens, est récente (2000) et ne couvre, à ce jour, que les pays de l'UEMOA. Cette union douanière est imparfaite avec, dans un certain nombre de secteurs, des protections nationales imposées sur les importations des pays tiers et, à l'intérieur de l'espace UEMOA, des obstacles non tarifaires (principalement des barrières administratives). L'élargissement de l'ensemble de l'union douanière à la CEDEAO est prévu à l'horizon 2008 mais le calendrier exact, les pays participants et les mécanismes mêmes de mise en œuvre de l'union douanière (collecte des droits de douane sur les produits importés des pays tiers, institution en charge du fonctionnement de l'union douanière, etc.) restent à définir.

L'intégration par la libre circulation des facteurs de production (main d'œuvre et capital) est en retard sur les mesures prises. La crise en Côte d'Ivoire a conduit à des pratiques qui vont à l'encontre de l'esprit même de marché commun. Le troisième volet de l'intégration en Afrique de l'Ouest, l'union monétaire, ne couvre que les pays de l'UEMOA et le projet d'union monétaire élargie à la CEDEAO contient, en germe, des problèmes difficiles à résoudre qui tiennent principalement au fait que les pays de la CEDEAO ne constituent pas une zone monétaire optimale (ou plutôt sont loin d'en constituer une à ce jour). L'instabilité monétaire ayant souvent mené à la contraction des échanges et au recul de l'intégration économique, il existe un risque réel que la marche forcée vers une union monétaire élargie ait un effet semblable sur l'intégration au sein de la CEDEAO. Enfin, les pays de l'UEMOA comme de la CEDEAO ont initié des politiques à caractère sectoriel dont le lien avec le processus d'intégration n'est pas toujours évident et qui souffrent d'un déficit de financement.

<sup>21</sup> Pour une présentation des objectifs et des domaines d'intervention de la nouvelle politique agricole, voir CEDEAO (2005). La politique agricole de la CEDEAO devrait intégrer à terme les mesures prises au niveau de la sous-région dans le domaine de l'agriculture, comme les actions du CILSS en vue d'assurer la sécurité alimentaire des pays du Sahel ou la politique agricole de l'UEMOA. La politique agricole de la CEDEAO se devra aussi de prendre en considération les objectifs et les mesures prises dans le cadre du NEPAD.

# 3. Intégration, commerce extérieur et spécialisation

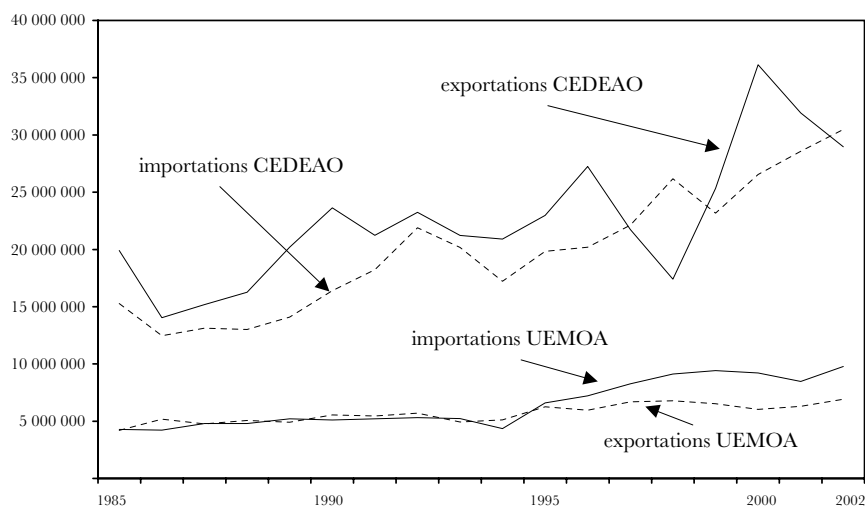
L'objet de l'intégration économique régionale est d'intensifier les échanges commerciaux et d'approfondir la spécialisation des économies des pays membres en fonction de leurs avantages comparatifs. Pour avoir une influence positive sur l'économie des pays membres, il est important que la création de commerce régional ne conduise pas à une contraction du volume des échanges avec les pays tiers. Le graphique 1 montre que les importations de l'UEMOA, comme ses exportations, ont connu un fort accroissement après la création de l'union douanière en 1994.

L'accroissement des importations est cependant plus rapide que celui des exportations. Les échanges commerciaux des pays de la CEDEAO, y compris ceux de l'UEMOA, ont connu une croissance encore plus extraordinaire (voir le graphique 1). Cela implique que les pays membres de l'UEMOA ont aujourd'hui une part proportionnelle moins importante dans le total des échanges commerciaux de la CEDEAO par rapport au milieu des années 80<sup>22</sup>.

Les accords d'intégration régionale traitent différemment les échanges commerciaux des pays membres et des pays tiers. Il s'agit là de l'aspect le plus important de l'intégration régionale. Cela étant, on peut s'attendre à ce que l'intégration conduise à une augmentation de la part relative des échanges commerciaux avec les pays membres aux dépens des échanges avec les pays tiers. Cette augmentation de la part relative peut être le produit d'un effet de substitution, les échanges avec les pays membres remplaçant les échanges avec les pays tiers. Mais elle peut aussi être due à une croissance des échanges entre les pays membres, supérieure à celle des échanges avec les pays tiers. Il est généralement admis que la seconde possibilité est préférable en terme de bien-être économique car elle minimise les risques de déviation de commerce (diminution des importations des biens plus compétitifs, produits par les pays tiers, au bénéfice des importations moins compétitives, venant des pays membres du groupement régional).

<sup>22</sup> D'une certaine manière cela recoupe le constat d'une étude portant sur le commerce extérieur des pays africains qui montre que les échanges des pays francophones ont connu un développement nettement moins favorable que ceux des pays anglophones (Subramanian et Tamirisa (2001), p. 11). Les auteurs avancent deux raisons plausibles: une augmentation des coûts des transactions internationales pour les pays francophones et un régime de change qui augmente les risques de surévaluation et pénalise les exportations (ibid, pp. 13–15).

**Graphique 1: Commerce extérieur de l'UEMOA et la de CEDEAO, 1985–2002 (milliers de dollars EU).**



Source statistique: COMTRADE

Le tableau 2 illustre l'impact de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest en estimant la part des échanges commerciaux avec les pays membres dans les échanges totaux<sup>23</sup>. Une première observation concerne le très faible degré d'intégration des économies d'Afrique de l'Ouest, mesuré par la part des échanges intra-zone, avant la création de l'union douanière entre les pays de l'UEMOA. À la fin des années 80 et au début des années 90, moins de 4% des échanges de l'UEMOA (et moins de 2% des échanges entre l'UEMOA et le reste de la CEDEAO) se faisaient avec les autres pays membres<sup>24</sup>. Ces chiffres sont inférieurs à ce qu'on pouvait observer pour la plupart des accords d'intégration régionale entre pays en développement<sup>25</sup>. Le tableau 2 inspire une deuxième observation, concernant l'impact positif de l'union douanière sur la création de commerce entre les pays de l'UEMOA. La part des importations et exportations communautaires est passée de 3,6% et 3,5% pendant la période précédant la mise en route de l'union douanière à 10,3%

<sup>23</sup> Les statistiques officielles du commerce extérieur sous-estiment les flux commerciaux en ce qu'elles ne comptabilisent pas les échanges informels. Il est généralement admis que ces flux sont importants en Afrique de l'Ouest. Il est bon de prendre en compte cet aspect quand il s'agit d'étudier les effets de l'intégration régionale sur le commerce international. En supprimant les droits de douane sur les produits importés des pays membres et en facilitant les échanges entre les pays, il est probable que l'intégration régionale diminue la part des échanges informels dans les échanges totaux. Une partie de la croissance des échanges, occasionnée par l'intégration régionale, est due en fait, à ces échanges informels qui sont devenus «formels». Cet aspect est mis en avant dans une étude économétrique des effets de création de commerce des accords régionaux africains (Carrère (2004), p. 228). Meagher (1997) reste la meilleure introduction au commerce informel en Afrique de l'Ouest et aux réseaux qui le soutiennent. Plusieurs études, portant sur les années 80, estiment les exportations informelles à 30–50% des exportations totales (ibid, p. 166). Selon Meagher (pp. 182–183), le commerce informel concerne essentiellement des biens manufacturés importés, souvent des pays tiers, et des exportations du secteur primaire. Le commerce du premier genre de biens est du en grande partie aux disparités de prix occasionnées par des politiques commerciales différentes vis-à-vis des pays tiers. La création d'une union douanière avec un tarif extérieur commun devrait diminuer ce genre de commerce en tendant à égaliser les prix entre les pays membres. Le commerce du deuxième genre de biens, les produits primaires, est souvent dû à l'existence de restrictions verticales et à des prix producteurs différents, souvent fixés par les gouvernements de la sous-région. Un exemple récent concerne les exportations informelles de coton de Côte d'Ivoire vers le Mali et le Burkina Faso pour tirer profit de prix aux producteurs plus rémunérateurs dans ces deux derniers pays. L'élimination des restrictions verticales, conformément à l'esprit de la politique de la concurrence de l'UEMOA, est le meilleur moyen de limiter ce genre de commerce informel et d'intégrer les marchés des produits primaires.

<sup>24</sup> Le très faible niveau d'échanges intra-UEMOA au début des années 90 est assez surprenant. Une étude économétrique, portant sur la période 1962–1996, avant l'entrée en vigueur de l'union douanière, conclut que le volume des échanges au sein de l'UEMOA était quasiment le double de ce qu'il aurait dû être en l'absence d'accord commercial préférentiel entre les pays membres et de monnaie commune. La même étude montre que la moitié de cette création de commerce était due à l'union monétaire. Carrère (2004), pp. 216–217.

<sup>25</sup> Voir par exemple de la Torre et Kelly (1992), p. 30.

et 14,8%, respectivement, après l'abolition définitive des droits de douane sur le commerce intra-zone en 2000. L'augmentation est plus forte pour les exportations que pour les importations, ce qui est dû au plus fort accroissement des importations des pays tiers. Ce dernier constat indique que la création de l'union douanière au sein de l'UEMOA ne s'est pas traduite par des détournements de commerce avec les pays tiers. Une troisième observation concerne les grandes différences relevées entre les pays de l'UEMOA et l'impact asymétrique de l'intégration. L'union douanière a eu un impact plus prononcé dans les pays de l'intérieur, comme le Burkina Faso et le Mali, que dans les pays côtiers comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Cet impact est plus évident du côté des importations intra-zone puisqu'elles atteignent presque un tiers des importations totales au Mali et au Burkina Faso, au début des années 2000. Les recettes douanières de ces pays subissant ainsi de grandes pertes, il apparaît par conséquent nécessaire une fois le système provisoire de compensations abandonné (fin 2005), de trouver des recettes fiscales alternatives<sup>26</sup>.

**Tableau 2: Part des échanges communautaires dans les échanges totaux (%), 1989–2002.**

	Importations			Exportations		
	1989–93	1994–99	2000–02	1989–93	1994–99	2000–02
UEMOA	3,6	7,1	10,3	3,5	9,4	14,8
dont						
Burkina Faso	3,1	15,7	27,7	1,1	10,8	22,5
Mali	11,1	27,5	33,7	0,6	24,2	17
Côte d'Ivoire	1,3	2,4	3,6	2,4	9,9	14
Sénégal	5	3,9	4,6	11,1	16,4	18
CEDEAO a)	1	3,9	5,4	1,7	4,3	4,7
dont Nigeria	0,3	1,7	3,1	1,8	5,1	4,8
CEDEAO b)	1,7	1,5	1,7	1,5	1,4	1,3
dont Nigeria	0,3	0,1	0,2	1,7	1,7	1,3

Notes: Seuls les pays non-membres de l'UEMOA sont inclus dans CEDEAO (Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Nigeria et Sierra Leone). a) Les chiffres recouvrent les échanges de ces pays avec tous les pays de la CEDEAO, y compris les pays de l'UEMOA. Le Cap-Vert est exclu en raison de l'absence de données du commerce extérieur pour ce pays. b) Les chiffres recouvrent uniquement les échanges des pays de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA.

Source: Calculé à partir des données de COMTRADE.

Le tableau 2 montre bien aussi que l'intégration au sein de l'UEMOA a atteint un degré supérieur à l'intégration au sein de la CEDEAO, même avant l'entrée en application de l'union douanière UEMOA. L'union douanière a accentué ces disparités: au début des années 2000, les pays de l'UEMOA sont «trois» fois plus intégrés que ceux de la CEDEAO. Mais ici aussi l'approfondissement de l'intégration au sein de l'UEMOA ne s'est pas traduit par des détournements de commerce aux dépens des

<sup>26</sup> Une étude récente portant sur le Niger, un autre pays de l'intérieur, illustre bien l'impact négatif de l'intégration régionale au sein de l'UEMOA sur les rentrées fiscales (Zafar (2005)).

autres pays de la CEDEAO comme en témoigne l'augmentation du commerce intra-CEDEAO depuis le milieu des années 90 (de 1–2% à environ 5%). Enfin le tableau 2 illustre bien le très faible degré d'intégration entre les pays de la CEDEAO qui ne sont pas membres de l'UEMOA; la part de leur commerce réciproque s'élève à moins de 2% du commerce total. Qui plus est, cette part est restée *grosso modo* constante alors qu'elle augmentait fortement pour les pays de l'UEMOA et modérément entre les pays de l'UEMOA et les autres pays de la CEDEAO.

### *Une spécialisation peu propice à l'intégration régionale*

La spécialisation des économies de la sous-région explique en grande partie le faible niveau d'intégration par les échanges des économies de l'UEMOA (et de la CEDEAO). Dans les économies de ces pays, le secteur primaire joue un rôle prépondérant. Les exportations reflètent cette spécialisation puisqu'elles sont dominées par un nombre limité de produits primaires. Par exemple, les trois premiers produits d'exportation du Mali et du Burkina Faso représentent entre 80 et 90% des exportations totales. Dans les pays ayant une structure de production plus diversifiée, comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal, les trois premiers produits représentent quand même de 40 à 45% des exportations. La majeure partie de ces exportations primaires est destinée au marché mondial et n'est que très peu affectée par le démantèlement tarifaire au sein de l'UEMOA (et la CEDEAO dans le cas du Nigeria)<sup>27</sup>.

La plupart de ces économies se caractérisent aussi par une structure industrielle très peu développée, avec un nombre restreint d'entreprises, et un degré faible de différenciation des produits à l'intérieur même des branches. Cela limite fortement le potentiel de création de commerce suite à l'abolition des barrières tarifaires. Une étude de l'UEMOA, portant sur la fin des années 90, montre que le nombre d'entreprises industrielles dans les pays de l'UEMOA s'élevait à seulement 2 500<sup>28</sup>. Quelques 60% de ces entreprises étaient établies en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Les petites économies du Bénin, Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, Niger et Togo comptabilisaient respectivement 254, 332, 28, 262, 69 et 95 entreprises industrielles. On retrouvait la majeure partie des entreprises dans le secteur primaire ou dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre et de ressources, et à faible intensité de compétence et de technologie. Les secteurs d'activité dominants étaient l'agro-alimentaire (28% des entreprises), les industries métalliques et mécaniques (18% essentiellement concentrées en Côte d'Ivoire et au Sénégal), le papier et l'imprimerie (13%), les productions en bois (8%), et le textile et cuir (8%).

Même si le potentiel de création de commerce est limité, la création de l'union douanière a accru les échanges entre les pays de l'UEMOA, modérément et à partir d'un niveau très bas. Il est dès lors intéressant de se demander dans quels secteurs l'intensification des échanges a eu lieu. Ceci est important pour déterminer les avantages comparatifs des pays concernés mais aussi pour se faire une idée de comment un approfondissement à venir de l'intégration régionale va influencer la spécialisation régionale. Il est aussi nécessaire de mieux connaître les secteurs ou branches en expansion du point de vue du genre car la répartition par genre est différente dans les secteurs d'activité. Pour donner un aperçu du processus de spécialisation en cours et de l'influence de l'intégration régionale, le tableau 3 illustre la spécialisation intra-zone du Burkina Faso et du Mali en 1990 et en 2001, avant et après l'entrée en application

<sup>27</sup> Les trois premiers produits d'exportation du Nigeria représentent plus de 90% des exportations totales.

<sup>28</sup> UEMOA (2003), p. 93.

de l'union douanière. Seul les échanges commerciaux à l'intérieur de l'UEMOA sont pris en compte dans le tableau 3, ce qui exclue toutes les exportations de produits primaires destinés au marché mondial et aux pays tiers.

Le Burkina Faso a de forts avantages comparatifs au niveau des produits alimentaires. On trouve le plus fort avantage comparatif dans la production alimentaire et l'élevage. L'intégration régionale a renforcé cet avantage comparatif qui concerne essentiellement les animaux vivants, les céréales, le sucre et les fruits et légumes. Le Burkina Faso a des avantages comparatifs forts et croissants dans deux autres produits: le tabac (secteur 1) et les huiles végétales (secteur 2). Par contre la décennie 90 a vu un renforcement des désavantages comparatifs du Burkina Faso dans les produits manufacturés (les secteurs 6–9 dans le tableau 3). La spécialisation du Burkina Faso reflète bien sa dotation en facteurs de production car les produits pour lesquels on constate des avantages comparatifs forts sont des produits qui incorporent des facteurs de production relativement abondants dans le pays, la terre et la main d'œuvre.

**Tableau 3: Spécialisation régionale du Burkina Faso et Mali, 1990 et 2001.**

	Burkina Faso		Mali	
	1990	2001	1990	2001
0. Produits alimentaires et animaux vivants	4	4	3,5	0,5
1. Boissons et tabac	0	3,2	0	0
2. Matériaux bruts non comestibles	0	0,4	0,5	4
3. Fuels minéraux, lubrifiants et autres	0	0	0	0,2
4. Huiles animales et végétales	0	3	3,2	0
5. Produits chimiques	0	0,3	0,1	0,2
6. Produits manufacturés	0,6	0,5	0,4	0,3
7. Machines et matériel de transport	0,6	0,2	0,1	9,1
8. Produits manufacturiers divers	0,5	0,4	0	0,7
9. Biens non classifiés	1,9	0	1	12,6

*Note:* L'indice de spécialisation régionale mesure les «avantages comparatifs révélés» à l'intérieur de l'espace UEMOA. L'indice divise la part des exportations d'un produit d'un pays (Burkina Faso ou Mali) dans les exportations totales de ce produit par les pays de l'UEMOA par la part des exportations totales de ce même pays dans les exportations totales des pays de l'UEMOA. Une valeur de l'indice supérieure à 1 indique que le pays a un avantage comparatif dans ce produit alors qu'une valeur inférieure à 1 indique que le pays a un désavantage comparatif. L'indice représente la part des exportations d'un pays pour un produit donné dans les exportations totales de ce produit au sein de l'UEMOA divisée par la part des exportations du pays considéré dans les exportations totales des pays de l'UEMOA vers les pays de l'UEMOA.

*Source:* Calculé à partir des données de COMTRADE

La spécialisation de l'économie malienne a connu de profonds changements au cours de la dernière décennie. Le Mali a perdu ses avantages comparatifs dans des produits comme les céréales, les fruits et légumes (inclus dans le secteur 1 du tableau 3) et les huiles végétales (incluses dans le secteur 4)<sup>29</sup>. À la place, on a vu émerger le secteur de l'or (comptabilisé dans le secteur 9) et des fibres textiles (comptabilisées dans le secteur 2). Il semble qu'une partie importante des exportations de fibres textiles du

<sup>29</sup> Le même constat s'applique aux exportations d'animaux vivants et de viande, un secteur pour lequel le Mali semblait avoir un avantage comparatif au milieu des années 90. La suppression de la taxe à l'exportation de viande, la simplification des procédures d'exportation et la dévaluation du franc CFA, qui ont rendu la viande du Mali plus compétitive que celle importée des pays tiers sur les marchés des pays côtiers, n'ont pas produit les effets escomptés. Sur les potentialités du secteur de l'élevage et de la viande au Mali, voir Metzel et al. (1998). Sur l'impact de la dévaluation du franc CFA sur les exportations maliennes, voir Bourdet (2002), pp. 42–46.



Mali soit destinée au marché de l'UEMOA (essentiellement la Côte d'Ivoire et le Sénégal), contrairement au Burkina Faso. Enfin, le fort indice pour le secteur 9 reflète probablement la réexportation occasionnelle de machines pour le secteur industriel et d'équipements de transport. Les changements qu'a connus le Mali dans sa spécialisation régionale le rendent très dépendant de ses ressources aurifères<sup>30</sup>. Les retombées de ces changements d'avantages comparatifs, suite à la libéralisation du commerce régional, sont plus favorables, en terme d'emplois, au Burkina Faso, qui a approfondi sa spécialisation dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre, qu'au Mali. Les retombées, en terme d'emplois, de la spécialisation dans le secteur aurifère au Mali sont limitées, du moins si l'on considère seulement l'emploi dans le secteur et non pas les emplois qui ont pu être créés indirectement grâce aux rentrées fiscales, générées par l'exploitation des mines d'or.

#### *Le rôle des obstacles non tarifaires*

L'impact restreint de la suppression des droits de douane sur les échanges commerciaux à l'intérieur de l'espace UEMOA est aussi dû au fait qu'il subsiste d'autres obstacles qui limitent fortement les effets de création de commerce de l'union douanière<sup>31</sup>. Il y d'abord des infrastructures routières et ferroviaires peu développées, et souvent en mauvais état<sup>32</sup>. Il y a ensuite les règles d'origine. Il y a enfin les obstacles non tarifaires. Les opérateurs privés considèrent que ces derniers sont un plus grand frein à l'expansion du commerce régional que les barrières douanières<sup>33</sup>. Il est toujours difficile de faire une typologie exhaustive des obstacles non tarifaires et de leur importance pour les échanges extérieurs parce que ces obstacles diffèrent selon les pays et selon les secteurs et aussi parce qu'ils sont, par nature, difficiles à détecter et quantifier. Cependant il est généralement admis que les obstacles non tarifaires les plus courants en Afrique de l'Ouest sont de nature administrative, souvent en interaction avec des obstacles techniques, qui eux sont dus à l'application de normes ou de standards différents dans certains pays. Les petites et moyennes entreprises sont généralement les plus touchées par les obstacles non tarifaires, souvent par ignorance des législations en place et de l'avancée de l'intégration formelle.

**Tableau 4: Contrôles administratifs sur certaines routes en Afrique de l'Ouest**

Route	Distance	Nombre de contrôles aux 100 km
Abidjan-Ouagadougou	1122 km	3
Lomé-Ouagadougou	989 km	4
Cotonou-Niamey	1036 km	3
Niamey-Ouagadougou	529 km	4
Accra-Ouagadougou	972 km	2
Lagos-Abidjan	992 km	7

Source: CEDEAO, cité par Akanni-Honvo (2003), p. 247.

<sup>30</sup> Pour une analyse approfondie de la compétitivité sectorielle de l'économie du Mali, voir Coulibaly et Diarra (2005).

<sup>31</sup> Un autre obstacle au développement des échanges régionaux, comme nationaux, tient au mauvais fonctionnement de certaines institutions qui garantissent le bon fonctionnement des marchés, en particulier le système juridique qui garantit l'application des contrats entre les opérateurs économiques. C'est pour cette raison que certaines entreprises africaines préfèrent souvent des transactions avec des entreprises de pays tiers, par exemple des entreprises européennes. Pour une analyse en ces termes, voir Fafchamps (2004), en particulier, pp. 461-462.

<sup>32</sup> Les politiques de transport des pays de l'Afrique de l'Ouest ont peu pris en compte le commerce régional et ont eu tendance à privilégier le système de transport pour l'exportation des produits primaires vers le marché mondial (Badiane (1997), pp. 156-161).

<sup>33</sup> Akanni-Honvo (2003), pp. 247.



Le tableau 4 illustre bien l'étendue des obstacles administratifs à la libre circulation des marchandises en Afrique de l'Ouest. Sur les principaux axes routiers commerciaux de la sous- région, il subsiste de nombreux postes de contrôles (en moyenne presque 4 postes pour 100 km) qui sont autant d'obstacles administratifs (et souvent aussi source de petite corruption). Il est intéressant de noter que le nombre de postes de contrôle ne semble pas être influencé par l'existence de l'union douanière entre les pays de l'UEMOA puisqu'il est du même ordre de grandeur sur les axes routiers situés à l'intérieur de l'espace UEMOA que sur ceux reliant les pays de l'UEMOA aux autres pays membres de la CEDEAO<sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> Les obstacles non tarifaires augmentent le coût des transactions commerciales entre les pays mais il est difficile de se faire une idée précise du surcoût occasionné. Selon une estimation (Akanni-Honvo (2003), p. 247), ce surcoût représenterait jusqu'à 25% du coût du transport routier à la frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Il s'agit là d'une estimation d'un cas particulier et seul une étude se basant sur les disparités de prix observées à l'intérieur de l'espace UEMOA peut permettre d'estimer le coût des obstacles non tarifaires. Une telle étude permettrait également d'estimer les différences d'impact des obstacles non tarifaires entre les marchés et d'appréhender l'influence dans le temps du processus d'intégration formel sur l'intégration réelle des marchés. Sur le rôle des contrôles administratifs, voir aussi Badiane (1997), pp. 159–161.

# 4. À la recherche des effets «dynamiques» de l'intégration régionale

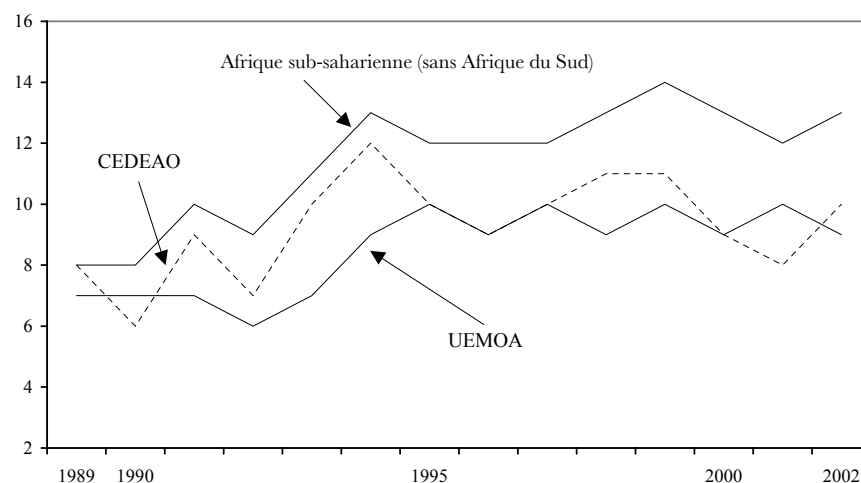
En plus de son influence directe sur les échanges commerciaux, l'intégration régionale a des effets sur la croissance économique; on les appelle généralement les « effets dynamiques ». Ces effets sont de plusieurs sortes mais tous contribuent (ou plutôt devraient contribuer) à accélérer le taux de croissance. La répartition de cette croissance dans la sous-région devrait également être touchée par ces effets dynamiques. Parmi ces effets, il y a d'abord l'augmentation de la concurrence que l'ouverture sur l'extérieur suscite et qui devrait inciter les entreprises et opérateurs économiques à améliorer leur productivité et diminuer leur prix de vente. De plus, le marché élargi à la sous-région incite les investissements privés. De même, on s'attend généralement à ce que la création d'un espace économique intégré attire de nouveaux investissements étrangers, qui à leur tour peuvent se traduire par des transferts de technologies et de compétences (effets induits des investissements directs étrangers), deux facteurs cruciaux pour la croissance économique à plus long terme.

Il convient également de tenir compte de l'impact positif que peuvent exercer la monnaie commune et la stabilité monétaire sur les investissements, publics et privés, et la croissance économique des pays de l'UEMOA. On peut en effet s'attendre à ce que l'amélioration et l'harmonisation des politiques budgétaires, suite à l'application des programmes de convergence, les rendent plus crédibles, impulsant ainsi une dynamique de croissance à plus long terme.

## *La dévaluation plus décisive que le désarmement tarifaire*

Le graphique 2 illustre l'évolution des investissements privés en pourcentage du PIB entre 1989 et 2002. Plusieurs observations peuvent être faites. Tout d'abord la mise en place de l'union douanière entre les pays membres de l'UEMOA pendant la seconde moitié des années 90 et son entrée en vigueur en 2000 ne semblent pas avoir eu d'effet notable sur les investissements privés au sein de l'UEMOA. Le rapport des investissements privés au PIB fluctue mais reste en gros constant après 1995. Par contre la dévaluation du franc CFA, en améliorant la rentabilité des activités exportatrices ou concurrentes des importations, a fait bondir les investissements privés dans les pays de l'UEMOA en 1994 et 1995, les maintenant à un niveau supérieur par la suite. La politique de change joue un rôle plus important que l'intégration commerciale régionale pour les décisions d'investissement par les opérateurs privés.

**Graphique 2: Investissements privés bruts (en% du PIB), 1989–2002.**



Source des données: World Bank Africa Database 2004.

Le graphique 2 montre que le rapport entre les investissements privés et le PIB est, pour la majeure partie de la période considérée, supérieur pour l'ensemble de la CEDEAO. La CEDEAO comprenant tous les pays de l'UEMOA, les investissements privés ont donc été plus importants dans les autres pays de la CEDEAO qu'au sein de la seule UEMOA. Le graphique 2 montre aussi que l'Afrique sub-saharienne, prise dans son ensemble, (sauf l'Afrique du Sud) est aussi beaucoup plus performante que l'UEMOA avant comme pendant la période de mise en place de l'union douanière. L'analyse de l'évolution des investissements privés depuis la fin des années 80 tend donc à montrer que l'union douanière n'a influencé que marginalement ces investissements.

**Tableau 5: Investissements directs étrangers (IDE)**

Flux d'IDE en% de la formation brute de capital fixe (moyennes annuelles)			
	1988–1993	1994–1998	1999–2003
UEMOA	5,3	9,8	11,9
Burkina Faso	0,5	2,5	2
Mali	-	10,1	17
CEDEAO	7,1	10,8	17,4
Afrique sub-saharienne	8,1	13,6	17,5

Stocks d'IDE en % du PIB			
	1990	1995	2003
UEMOA	7,1	12	19,1
Burkina Faso	1,4	2,8	3,9
Mali	1,7	5,5	16,1
CEDEAO	10,8	15,8	24,6
Afrique sub-saharienne	12	16,5	27,7

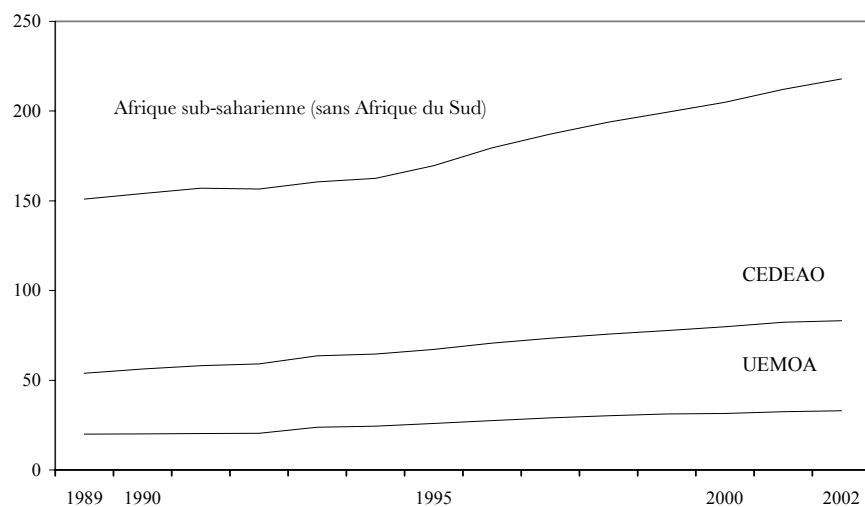
Note: Le Liberia n'est pas compris dans CEDEAO pour manque de données suite à la guerre civile.

Source des données: UNCTAD, World Investment Report 2001, 2003, 2004.

Un autre argument souvent mis en avant pour justifier l'intégration régionale est que l'intégration encourage les investissements étrangers attirés par l'impact positif de l'élargissement des marchés sur la rentabilité des investissements. Les données du tableau 5 suggèrent que cet effet pour ce qui est l'UEMOA semble absent. Il y a bien eu une augmenta-

tion des flux d'investissements étrangers dans les pays de l'UEMOA, qui sont passés de 5,3 à 11,9% de la formation brute de capital fixe entre 1988–1993 et 1999–2003. Mais la croissance des flux d'investissements étrangers a été plus importante dans la CEDEAO, comme dans l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. Qui plus est, la forte augmentation des investissements étrangers au Mali est due essentiellement aux investissements dans l'exploitation des mines d'or, un produit exporté vers le marché mondial et très peu dépendant du processus d'intégration régionale. Les données sur les stocks d'investissements étrangers en pourcentage du PIB (voir le tableau 5) corroborent cette importance croissante des investissements étrangers en Afrique mais aussi l'absence d'effet apparent de l'intégration régionale au sein de l'UEMOA sur le développement des investissements étrangers.

**Graphique 3: Produit intérieur brut (milliards de dollars EU, aux prix constants de 1995).**



Source des données: World Bank Africa Database 2004.

L'analyse de la croissance économique et de sa répartition entre les regroupements régionaux vient confirmer le rôle limité de l'intégration régionale. Le graphique 3 montre qu'il n'y a pas de différence notable entre l'UEMOA et la CEDEAO pour ce qui est la croissance du PIB pendant la période de mise en place et après l'entrée en application de l'union douanière. Qui plus est, les données pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne indique que celle-ci a connu une accélération de sa croissance économique depuis le milieu des années 90, bien plus forte que l'accroissement modéré constaté pour l'Afrique de l'Ouest (voir le graphique 3). L'influence limitée de l'intégration régionale est aussi confirmée par plusieurs études de la croissance en Afrique qui concluent que les épisodes de forte croissance sont principalement le résultat de l'amélioration des termes de l'échange, en particulier du prix des produits primaires exportés, et de l'accumulation de capital et de l'accroissement de la main d'œuvre mais très peu le résultat de l'augmentation de la productivité des facteurs de production (travail, main d'œuvre et autres), qui est le genre d'effet auquel on se réfère généralement quand on parle d'effets dynamiques de l'intégration régionale<sup>35</sup>.

<sup>35</sup> Voir par exemple Berthélemy et Söderling (2001) et Tahari et al. (2004), pp. 7 et 17. Selon cette dernière étude, l'Afrique sub-saharienne n'a connu aucune augmentation de la productivité totale des facteurs de production entre 1960 et 2002. La croissance du PIB pendant cette période est essentiellement due à l'accumulation de capital et à l'accroissement de la main d'œuvre.

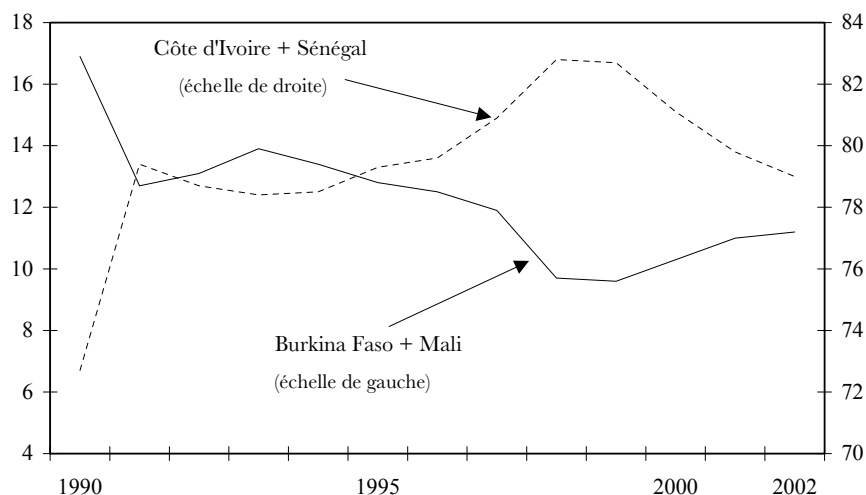
L'absence d'effet significatif au niveau de l'ensemble de l'UEMOA peut en fait cacher de grandes disparités entre les pays membres avec les gains et coûts de l'intégration répartis de manière inégale. Deux raisons peuvent être invoquées pour expliquer pourquoi l'intégration régionale peut se traduire par des trajectoires de croissance différentes et par une divergence des revenus par habitant dans les pays membres<sup>36</sup>. La première raison découle de la diversion de commerce, c'est à dire du remplacement d'importations de pays tiers par des importations des pays membres. Ce risque est plus grand pour les regroupements régionaux entre pays en voie de développement et plus grand pour les pays membres ayant les plus bas revenus par habitant dont les avantages comparatifs sont les plus éloignés de la moyenne mondiale. De tels pays peuvent, suite à la création d'une zone de libre échange ou d'une union douanière, être affectés négativement par le remplacement des biens importés du marché mondial (biens de consommation comme produits intermédiaires) par des biens moins compétitifs produits au sein même du regroupement régional. Le risque est moins grand pour les pays les plus avancés économiquement, qui peuvent même bénéficier de cette diversion de commerce en augmentant leurs exportations vers les pays membres les moins développés. Appliquant ce raisonnement au cas de l'UEMOA, on peut s'attendre à ce que les pays de l'intérieur, les pays les plus pauvres, aient le plus à pâtir de la diversion de commerce et les pays côtiers, à revenu par habitant supérieur, le plus à gagner.

Cet effet potentiellement négatif pour les pays les moins développés parmi les pays membres peut être renforcé par des effets d'agglomération. Ces effets ont tendance à regrouper les entreprises dans les régions (et/ou pays) les plus développées là où il y a un marché important et où les entreprises peuvent tirer profit des effets induits des autres entreprises appartenant au même secteur ou aux secteurs d'activité voisins (transferts de compétence, plus grande concurrence, accès à un pool de main d'œuvre plus qualifiée, etc.). La création de l'union douanière en assurant la libre circulation des biens incite les entreprises à concentrer leur production dans certaines régions pour bénéficier des retombées de ces effets induits et exploiter d'éventuelles économies d'échelle pour ensuite exporter vers les autres pays membres. L'existence d'une union monétaire entre les pays membres de l'union douanière, et donc l'absence de risque de change, peut renforcer la tendance à l'agglomération des activités. Ce processus cumulatif a plus de chance de se réaliser dans le secteur manufacturier, où les effets induits sont importants, et pour la majeure partie du secteur manufacturier (par opposition à une agglomération au niveau des secteurs d'activité), quand la part du secteur manufacturier dans l'économie est limitée<sup>37</sup>. Les investissements directs étrangers peuvent accentuer cette tendance à l'agglomération en investissant dans les régions et pays où les entreprises manufacturières locales sont déjà concentrées. Appliquant ce raisonnement à l'UEMOA conduit à la même conclusion que précédemment: les pays les plus pauvres sont plus exposés aux risques cumulatifs d'agglomération des activités industrielles car les entreprises industrielles ont intérêt à concentrer leurs activités de production dans les pays côtiers, comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, où le revenu par habitant est nettement supérieur et où il est plus facile de recruter de la main d'œuvre qualifiée et de bénéficier des effets induits des autres entreprises.

<sup>36</sup> Pour une analyse plus approfondie, voir Venables (2000).

<sup>37</sup> Ibid.

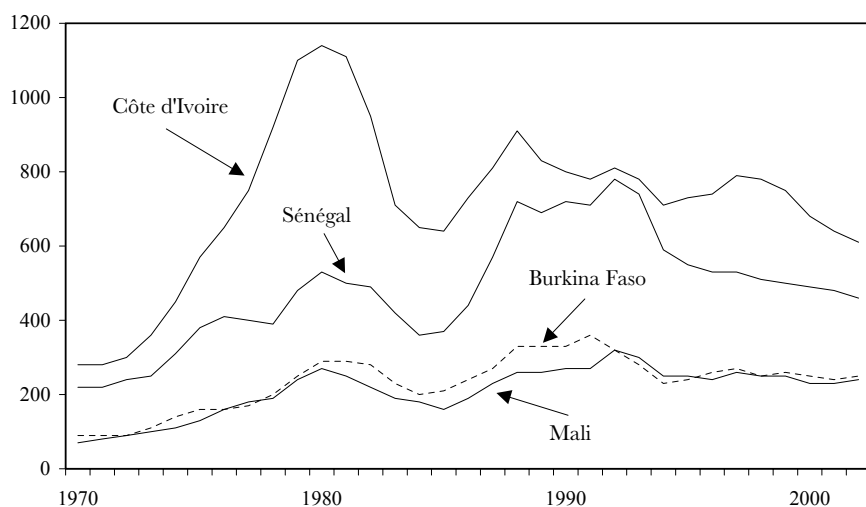
**Graphique 4: Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière en pourcentage de la valeur ajoutée totale dans l'UEMOA, 1990–2002.**



Source des données: World Bank Africa Database 2004.

Le graphique 4 reproduit la répartition de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier de l'UEMOA pour deux groupes de pays à même d'être affectés par ce phénomène cumulatif d'agglomération. Il semble bien y avoir une tendance à l'agglomération depuis le début des années 90 avec la part de la Côte d'Ivoire et du Sénégal augmentant pour atteindre presque 80% de la valeur ajoutée du secteur manufacturier de l'UEMOA et celle du Mali et du Burkina Faso diminuant en gros d'un quart pendant la même période, pour se situer autour de 10%. La tendance s'est cependant inversée depuis la fin des années 90, probablement en raison de la crise en Côte d'Ivoire. Ce dernier facteur fait qu'il est difficile d'estimer l'impact de l'union douanière qui est seulement entrée en vigueur en 2000. L'intégration commerciale semble plutôt renforcer une tendance de plus long terme et une croissance du secteur manufacturier dans les pays côtiers supérieure à celle des pays de l'intérieur.

**Graphique 5: Revenu brut par habitant (en dollars EU), 1970–2002.**



Source des données: World Bank Africa Database 2004.

Une autre manière d'appréhender l'influence de l'intégration régionale sur le développement inégal des pays de la région est de voir si l'intégration s'est traduite par une convergence ou une divergence des revenus moyens par habitant. Pour mieux voir s'il s'agit d'une tendance de fond ou d'un effet plus circonstanciel de l'intégration régionale dans les années 90, le graphique 5 illustre l'évolution du revenu par habitant dans quatre pays exposés à des risques asymétriques de développement inégal, le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, au cours des trente dernières années. Il est difficile de voir une tendance claire à la convergence ou à la divergence pour l'ensemble de la période. Il y a plutôt des périodes de divergence, par exemple pendant les années 70, suivies par des périodes de convergence, par exemple pendant les années 90. Et ce sont les fluctuations très fortes du revenu par habitant en Côte d'Ivoire, et à moindre titre au Sénégal, qui expliquent la majeure partie de ces mouvements. Depuis le milieu des années 90, on peut voir une baisse significative du revenu par habitant en Côte d'Ivoire et au Sénégal et une lente amélioration au Mali et au Burkina Faso.

Ces développements contredisent les facteurs de divergence mis en avant précédemment et que l'intégration régionale risquait de susciter. Quatre raisons peuvent être avancées brièvement pour expliquer cet apparent paradoxe. Comme on a pu le constater dans la section précédente, la création de l'union douanière ne s'est pas traduite par une diversion de commerce avec les pays tiers, ce qui est un des facteurs potentiels d'appauvrissement des pays les moins développés. Une deuxième raison tient au fait que le secteur manufacturier, le plus prôné au phénomène d'agglomération cumulatif, tient une place infime dans la majorité des pays de l'UEMOA, ce qui limite fortement son impact sur la croissance économique et les revenus par habitant. Une troisième raison doit être cherchée du côté des autres facteurs explicatifs de la croissance économique qui influent de manière inégalitaire les pays de l'UEMOA. Les exemples de tels facteurs abondent, mais certains comme la spécialisation des pays et l'évolution du prix des matières premières exportées, le genre de politique économique mis en application dans ces pays et le volume et la nature de l'aide publique au développement jouent un rôle prépondérant. Enfin, comme on l'a vu précédemment, il reste le fait que l'intégration régionale aujourd'hui soit loin d'être parfaite. L'espace UEMOA reste fortement segmenté et la libre circulation des biens est entravée par des infrastructures routières défectueuses et de nombreux obstacles non tarifaires.

# 5. Revoir la substance et l'architecture de l'intégration en Afrique de l'Ouest

Une conclusion de l'analyse ci-dessus est que l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, en particulier celle dans le cadre de l'UEMOA, n'a eu qu'une influence restreinte sur l'économie des pays membres. On a pu constater des effets de création de commerce limités depuis le milieu des années 90, essentiellement pour les pays de l'intérieur. Heureusement, ces effets statiques n'ont pas été accompagnés par une diversion de commerce avec les pays tiers qui aurait pu être préjudiciable aux pays les moins développés. Ensuite, il est très difficile de discerner une influence significative de l'intégration régionale sur la croissance et la répartition de cette croissance entre les pays membres. La question qu'on peut se poser à ce stade est bien sûr si l'absence, ou au mieux le peu d'effets, de l'intégration régionale est due au côté inachevé du projet d'intégration en Afrique de l'Ouest avec des avancées se situant plus au niveau institutionnel qu'au niveau économique. On peut également se demander si cette absence d'effet est due à l'intégration régionale en soi quand elle se fait entre pays en voie de développement à relativement bas revenus et spécialisation axée sur le secteur primaire et l'exportation de ressources naturelles. Si tel est le cas, seule un développement économique accompagné d'une diversification des économies devrait permettre, à terme, d'atteindre les objectifs économiques de l'intégration régionale, c'est à dire une spécialisation internationale et une accélération de la croissance économique. À ce stade de l'analyse, il n'est pas possible de trancher entre ces deux hypothèses.

Sans attendre une réponse un peu hypothétique à ces questions, les pays d'Afrique de l'Ouest ont fait le choix de relancer le processus d'intégration en Afrique de l'Ouest. Les négociations en cours entre l'Union européenne et des regroupements régionaux parmi les pays en développement pour l'élaboration des accords de partenariat économique ont joué un rôle crucial dans ce regain d'intérêt qui a deux dimensions, élargissement et approfondissement. Les pays de l'Afrique de l'Ouest ont décidé de continuer le processus d'intégration dans le cadre de la CE-DEAO avec la création d'un espace intégré nettement plus étendu en ce que la taille économique du nouvel ensemble (en terme de PIB des pays membres) sera plus que le double de celle de la seule UEMOA. Les mêmes pays ont aussi décidé d'approfondir l'intégration régionale avec en plus de l'établissement d'une union douanière élargie, la création d'une union monétaire regroupant tous les pays de la CEDEAO, à l'exception



du Cap-Vert, et l'adoption d'un certain nombre de politiques communes pour favoriser l'intégration des marchés et le développement économique du nouvel ensemble.

L'architecture institutionnelle de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest demeure complexe. L'élargissement et l'approfondissement donnent aux États membres l'occasion de revoir la nature, le partage des responsabilités et le siège des institutions en charge du processus d'intégration. De telles réformes sont nécessaires pour clarifier et améliorer l'agencement et le mode de fonctionnement des institutions et les rendre plus dédiées au développement économique. La nouvelle architecture, et la redistribution des cartes de l'intégration qui lui est associée, va probablement émerger à partir des compétences et avantages comparatifs des institutions existantes mais aussi (et surtout ?) des rapports de force entre les pays membres. Trois domaines de réflexion prioritaires sont à l'ordre du jour, l'union douanière élargie, la politique de compensation/régionale, et l'union monétaire<sup>38</sup>.

Le premier domaine prioritaire concerne l'union douanière élargie. À partir du moment où les pays de la CEDEAO ont décidé de donner à la CEDEAO le mandat de négocier avec l'Union européenne, il semble naturel de placer le siège de l'union douanière à Abuja où est situé le siège de la CEDEAO. L'Union douanière de l'UEMOA a montré ses limites en ne parvenant pas à surmonter les obstacles aux échanges que constituent les frontières nationales. Une vraie union douanière débarrassée des contrôles frontaliers intra-zone est le meilleur moyen à *terme* pour faciliter la libre circulation des biens entre les pays membres et accroître les échanges. Il est nécessaire pour assurer le fonctionnement d'une telle union douanière d'avoir un système de répartition des recettes douanières venant des droits de douane imposés sur les importations des pays tiers. Cette répartition peut se faire en fonction de la part de chaque pays membre dans le commerce extra-zone à la date d'entrée en vigueur de l'union douanière élargie ou des revenus par habitant respectifs des pays membres. Ce dernier système a l'avantage de mieux refléter les disparités de développement économique entre les pays et leurs évolutions. Une autre possibilité est bien sûr que les recettes douanières servent à financer les politiques communautaires, en particulier la politique régionale dont l'ambition est de prendre le relais du système de compensation pour aider les pays les moins développés à rattraper leur retard économique. Vu le rôle important des recettes douanières dans les recettes budgétaires de la plupart des pays, cette solution ne peut être envisagée qu'à *terme* après une réforme de la fiscalité qui garantisse des rentrées fiscales alternatives au niveau national.

L'intégration entre pays à niveaux de développement économique très différents, comme c'est le cas au sein de la CEDEAO, requiert un système de compensation pour les pays les plus touchés par les pertes de recettes budgétaires suite à l'établissement de l'union douanière. Un tel système est aussi rendu nécessaire par la dynamique développement inégal, renforcée par l'intégration régionale, qui risque de se faire au détriment des mêmes pays. Cela étant, il est important qu'une politique régionale efficace prenne le relais du système de compensation actuel (et transitoire) dans l'UEMOA pour faire accepter par les pays les moins

<sup>38</sup> La création d'un marché du travail intégré est d'une certaine manière remise en cause par les événements en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la libre circulation des ressortissants de la CEDEAO étant considérée comme un facteur déstabilisateur. On peut s'attendre à ce que cela freine les flux migratoires intra-CEDEAO. L'augmentation du commerce régional et la spécialisation des économies en fonction de leur avantages comparatifs peuvent aussi contribuer à ralentir les flux migratoires en augmentant les revenus dans les pays d'émigration. Si tel est le cas on peut soutenir que la création de commerce remplace la libre circulation de la main d'œuvre.

développés économiquement la poursuite du processus d'intégration et promouvoir leur rattrapage économique<sup>39</sup>. L'existence d'institutions en charge de la politique régionale au sein de la Commission de l'UEMOA et le fait que le Burkina Faso partage avec les autres pays de l'intérieur le statut de pays moins développé fait de ce pays un siège naturel pour la politique régionale. Le financement de cette dernière, comme son articulation avec le système de compensation actuel, se doit d'être clarifié par les pays de la CEDEAO pour s'assurer du soutien des pays les plus défavorisés.

L'union monétaire envisagée par les pays de la CEDEAO est un autre domaine prioritaire du processus d'élargissement/approfondissement de l'intégration régionale. Il est moins actuel au vu du report officiel du lancement de la seconde zone monétaire à décembre 2009. L'intégration monétaire est le domaine qui soulève le plus d'interrogations pour les économistes en raison de la voie choisie par les États membres<sup>40</sup>. Les risques et les implications du projet actuel ont été documentés par plusieurs études et il est peut-être préférable d'attendre l'établissement de la seconde union monétaire, ZMAO, pour se faire une idée plus claire des tenants et aboutissants du projet d'union monétaire élargie à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Un obstacle potentiel sur la voie de l'union monétaire élargie concerne l'arrimage du franc CFA à l'euro et le coût que cela représente en terme de croissance pour les économies des pays concernés. Il est important pour le futur de l'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest d'aborder ce problème et de discuter des alternatives les mieux à même de favoriser la croissance des pays membres (arrimage à un panier de monnaie, taux de change flexible, etc.). Une réflexion sur le régime de change extérieur à venir et l'assainissement de la politique budgétaire et économique du Nigeria sont deux conditions *sine qua non* à la mise sur les rails de l'union monétaire de la CEDEAO.

Enfin, l'approfondissement de l'intégration économique va aussi concerner tout un ensemble de politiques transversales et sectorielles (politique de la concurrence, harmonisation des législations commerciales, etc.) qui sont moins cruciales à ce stade de l'intégration économique, mais qui sont amenées à jouer un rôle plus important parallèlement aux avancées de l'intégration par les échanges. Par exemple, la politique de la concurrence peut faciliter l'intégration des marchés en rendant plus difficiles certaines pratiques anticoncurrentielles des entreprises, comme par exemple les cartels nationaux ou les restrictions verticales qui cimentent les monopoles/monopsones nationaux et segmentent l'espace CE-DEAO.

<sup>39</sup> Il existe aussi un système de compensation au sein de la CEDEAO. Ce système n'a jamais vraiment fonctionné et en 1993 les pays de la CEDEAO ont pris la décision de le transformer en banque de développement.

<sup>40</sup> Voir par exemple Masson et Patrillo (2004), ch. 6.

## 6. En guise de conclusion: quel rôle pour l'Union européenne ?

Les préférences tarifaires pour les pays ACP devraient disparaître dans leur forme actuelle pour laisser la place en janvier 2008 à des accords de partenariat économique entre l'Union européenne et des regroupements régionaux entre pays en développement. Ces accords sont compatibles avec les règles de l'OMC, ce qui est rendu nécessaire par l'adhésion de la plupart des pays en développement à l'OMC. Les négociations en cours entre l'Union européenne et les pays d'Afrique de l'Ouest pour la signature d'un tel accord jouent un rôle de catalyseur dans le renouveau du projet d'intégration régionale. Ce rôle de l'Union européenne lui donne une possibilité d'influencer la substance et l'architecture de l'intégration dans un sens qui soit propice à la croissance et au développement économique des pays d'Afrique de l'Ouest. Il lui donne aussi d'une certaine manière des devoirs envers les pays et les populations concernés par ces accords. Cela s'applique également aux États membres de l'Union européenne.

Il est d'abord important que l'influence de l'Union européenne contribue à la mise en place d'une architecture de l'intégration régionale simple, cohérente et qui en minimise les coûts, entre autres administratifs, et en maximise les effets positifs sur la création de commerce et la croissance économique. Il est ensuite crucial que l'accord de partenariat économique se traduise par une plus grande cohérence entre le volet politique commerciale et le volet financier de l'aide européenne. À ce titre, il est essentiel que l'accord de libre échange entre l'Union européenne et la CEDEAO couvre la majeure partie des produits, en particulier ceux pour lesquels les pays d'Afrique de l'Ouest disposent d'avantages comparatifs forts. Il est aussi essentiel, vu la grande place des exportations de produits agricoles, que l'accord de partenariat économique contienne une aide technique et financière aux pays de la CEDEAO pour la mise aux normes de ces exportations, ceci afin d'éviter que les normes sanitaires et phytosanitaires de l'Union européenne empêchent l'accès au marché européen. L'accord de libre échange entre l'Union européenne et la CEDEAO va contenir des règles d'origine, qui, l'expérience le montre, jouent souvent le rôle de barrières non tarifaires. Il est important que ces règles soient le plus libérales possible, par exemple en traitant de la même manière les produits importés des pays appartenant à la CEDEAO que ceux venant des autres regroupements régionaux entre pays en développement avec lesquels l'Union européenne est en train de négocier des accords de partenariat.

Les pays donateurs peuvent aussi contribuer au succès de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest en agissant dans deux domaines où les accords de partenariat économique vont avoir un impact certain sur la politique économique au sens large. L'accord de partenariat va garantir le libre accès aux marchés de la CEDEAO pour la majeure partie des produits exportés par l'Union européenne, après une période de transition qui est en train d'être négociée (les positions de l'UE et de la CEDEAO diffèrent sur ce point ; l'UE défend les règles actuelles de l'OMC qui prévoient une libéralisation des échanges en dix ans alors que la CEDEAO œuvrent pour une période de 12 ans s'étendant de 2008 à 2020). Les importations des pays de la CEDEAO venant majoritairement des pays de l'Union européenne, la mise en application de l'accord de partenariat va se traduire par d'importantes pertes de recettes douanières et budgétaires pour les pays de la sous région<sup>41</sup>. Pour compenser ces pertes il est crucial de réformer la fiscalité de ces pays pour la rendre moins dépendante des recettes douanières<sup>42</sup>. Les pays donateurs ont ici un rôle important à jouer en aidant les pays de la CEDEAO à réformer leur système fiscal. Un autre domaine où les pays donateurs peuvent aider au succès de l'intégration régionale concerne la politique régionale. Comme on l'a dit précédemment, cette politique doit prendre le relais du système de compensation en place dans l'UEMOA jusqu'à fin 2005. Il est important pour l'efficacité de la politique d'intégrer les instruments (politique régionale dans l'UEMOA et banque de développement au niveau de la CEDEAO), ceci afin de mieux cibler les interventions de la politique régionale sur les pays et régions les moins développés et ainsi d'éviter un développement inégal au sein de la CEDEAO.

---

<sup>41</sup> Une simulation s'appuyant sur les données de l'année 2001 et les pays de la CEDEAO estime la perte de recettes douanières occasionnée par les accords de partenariat de 3 à 22% des recettes budgétaires totales selon le pays. Les pertes de recettes du Mali et du Burkina Faso sont estimées à 3–4% et 5–6% des recettes budgétaires (Busse et Grossman (2004), p. 13).

<sup>42</sup> Ceci est un vrai défi pour les pays de la région. Une étude récente, portant sur 111 pays et 25 ans, montre que seulement 30% des recettes tarifaires des pays à bas revenu ont été compensées par des ressources de fiscalité interne suite à la mise en œuvre de politiques de libéralisation commerciale (Baunsgaard et Keen (2005)). La même étude conclue que ce taux s'élève à 45–60% pour les pays à revenu moyen.

# Bibliographie

Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (2004) État de mise en œuvre du programme de coopération monétaire de la CEDEAO – Situation à fin juin 2004, AMAO, Freetown.

Akanni-Honvo, Adrien (2003) L'UEMOA et la CEDEAO: intégration à géométrie variable ou fusion, dans Philippe Hugon (sous la direction) *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*, Karthala, Paris.

Badiane, Ousmane (1997) National Policies as Impediments to Regional Economic Integration, dans Réal Lavergne (rédacteur) *Regional Integration and Cooperation in West Africa*, Africa World Press, Inc., International Development Research Centre, Ottawa, pp. 151–163.

Baunsgaard, Thomas et Keen, Michael (2005) Tax Revenue and (or?) Trade Liberalization, IMF Working Paper WP/05/112, International Monetary Fund.

Beauchemin, Cris et Bocquier, Philippe (2003) Migration and Urbanization in Francophone West Africa: A review of the recent empirical evidence, Document de travail DT/2003/09, DIAL, Paris.

Berg, Elliot (1993) L'intégration économique en Afrique de l'Ouest, *Revue d'économie du développement*, vol. 1, no. 2.

Berthélemy, Jean-Claude et Söderling, Ludvig (2001) The Role of Capital Accumulation, Adjustment and Structural Change for Economic Take-Off: Empirical Evidence from African Growth Episode, *World Development*, Vol. 29, No. 2, pp. 323–343.

BIT (2004) Rapport général du symposium tripartite sous-régional du BIT sur la migration de main d'œuvre et le développement en Afrique de l'Ouest, Organisation Internationale du Travail, Bureau International du Travail, Genève.

Bourdet, Yves (2002) Economic Reforms and the Malian Economy, *Africa Development*, Vol. XXVII, Nos 1&2, pp. 25–61.

Bourdet, Yves (2004a) *A Tale of Three Countries – Structure, Reform and Performance of the Cotton Sector in Mali, Burkina Faso and Benin*, Country Economic Report 2004:2 Stockholm, Swedish International Development Cooperation Agency.

Bourdet, Yves (2004b) *External Shocks, Exchange Rate Regime and Growth in Burkina Faso and Mali*, Country Economic Report 2004:3, Stockholm, Swedish International Development Cooperation Agency.

Busse, Matthias et Grossman, Harald (2004) Assessing the Impact of ACP/EU Economic Partnership Agreement on West African Countries, HWW Discussion Paper 294, Hamburg Institute of International Economics.

Carrère, Céline (2004) African Regional Agreements: Impact on Trade with or without Currency Unions, *Journal of African Economies*, Vol. 13, No. 2, pp. 199-239.

CEDEAO (2005) Projet de politique agricole de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, janvier 2005.

Comité de convergence de la zone franc (2005) Rapport aux ministres, Réunion des Ministres de l'Économie et des Finances de la Zone Franc, Cotonou, les 6 et 7 avril 2005.

Coulibaly, Massa (2004) L'expérience UEMOA en matière d'union douanière, Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Coulibaly, Massa et Diarra, Amadou (2005) Éléments de compétitivité sectorielle de l'économie, Les Cahiers du GREAT (Groupe de Recherche en Économie Appliquée et Théorique), No. 12, janvier–mars 2005.

de la Torre, Augusto et Kelly, Margaret R. (1992) *Regional Trade Arrangements*, IMF Occasional Paper 93, Washington D.C.

Diarra, Sékouba (2003) Migrations et Pauvreté au Mali, Cellule « Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) », Ministère de l'Économie et des Finances, Bamako.

Fafchamps, Marcel (2004) *Market Institutions in Sub-Saharan Africa – Theory and Evidence*, Cambridge and London, The MIT Press.

Hinkle, Lawrence E. et Newfarmer, Richard S. (2005) Risks and Rewards of Regional Trading Arrangements in Africa: Economic Partnership Agreements (EPAs) Between the EU and SSA, *mimeo*, World Bank.

Foroutan, Faezeh (1993) Regional integration in Sub-Saharan Africa: past experience and future prospects, dans Jaime de Melo et Arvind Panagariya (rédacteurs) *New Dimensions in Regional Integration*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 234–271..

Heuler-Neuhaus, Werner (2003) Émigration du travail des Burkinabé en Côte d'Ivoire et impact de la crise politique ivoirienne sur la dynamique de migration et les transferts, Projet conseiller au Ministère de l'Économie et des Finances GTZ, Ministère de l'Économie et du Dével-

oppement, Direction de la Prévision et de l'Analyse Économique, Ouagadougou.

Hugon, Philippe (1999) *La zone franc à l'heure de l'euro*, Karthala, Paris.

Hugon, Philippe (2002) *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*, Paris, Karthala.

Lalou, Richard (1996) Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest face à la crise, dans Jean Coussy et Jacques Vallin (sous la direction de) *Crise et population en Afrique*, Centre français sur la population et le développement, Paris, pp. 345–373.

Maerten, Claude (1999) Les accords de partenariat économique régionalisés entre les pays ACP et l'UE, dans GEMDEV (1999) *L'Union européenne et les pays ACP- Un espace de coopération à construire*, Karthala, Paris, pp. 131–152.

Masson, Paul R. et Patrillo, Catherine (2005) *The Monetary Geography of Africa*, Washington, D.C., Brookings Institution Press.

Meagher, Kate (1997) Informal Integration or Economic Subversion ? Parallel Trade in West Africa, dans Réal Lavergne (rédacteur) *Regional Integration and Cooperation in West Africa*, Africa World Press, Inc., International Development Research Centre, Ottawa, pp. 165–187.

Metzel, Jeffrey; Doumbia, Abou; Diakite, Lamissa, et Diarra, N'Thio Alpha (1998) Prospects for Developing Malian red Meat and Livestock Exports, mimeo, African Economic Policy Research Report.

Oyejide, Ademola ; Ogunkola, Olawale, et Bankole, Abiodun (2004) Building Coherence of Objectives, Strategies and Modalities in the Negotiation of Bilateral, Regional and Multilateral Trade Agreements Involving Sub-Saharan Africa, draft report, Trade Policy Resesearch and Training Programme, University of Ibadan, Nigeria.

Ouédraogo, Dieudonné (2002) Migrations circulaires et enjeux identitaires en Afrique de l'Ouest, *Les Cahiers du Gres*, vol. 3, No. 1, printemps 2002.

Panagariya, Arvind (2000) Preferential Trade Liberalization: The Traditional Theory and New Developments, *Journal of Economic Literature*, vol. 38, no. 2, pp. 287–331.

Plane, Patrick et Tanimoune, Nasser Ary (2005) Performances et convergence des politiques: La zone franc en Afrique de l'Ouest, CERDI, Études et Documents, E2005.03, Centre d'Études et des Recherche sur le Développement International.

Robson, Peter (1983) *Integration, Development and Equity – Economic Integration in West Africa*, London, George Allen & Unwin.

Schiff, Maurice et Winters, L. Alan (2003) *Regional Integration and Development*, Washington, D.C., The World Bank.



Subramanian, Arvind, Tamirisa, Natalia (2001) Africa's Trade Revisited, IMF Working Paper WP/01/33, International Monetary Fund.

Tahari, Amor; Ghura, Dhaneshwar; Akitoby, Bernardin; et Brou Aka, Emmanuel (2004) Sources of Growth in Sub-Saharan Africa, IMF Working Paper WP/04/176, International Monetary Fund.

Traoré, Sadio et Bocquier, Philippe (1996) Migrations en Afrique de l'Ouest: de nouvelles tendances, *La Chronique du CEPED* (Centre français sur la population et le développement), janvier–mars 1996, no. 20.

UEMOA (2001) Législation communautaire sur l'union douanière, Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine, Ouagadougou.

UEMOA (2002) Législation communautaire sur la concurrence, Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine, Ouagadougou.

UEMOA (2003) Programme régional de restructuration et de mise à niveau de l'industrie dans les pays de l'UEMOA, UEMOA/ONUDI, Ouagadougou.

UEMOA (2004a) Les réformes de l'Union en matière économique, fiscale et commerciale, Communication présentée par Guidado Sow, Directeur de l'Union Douanière, Commission de l'UEMOA, Ouagadougou.

UEMOA (2004b) Comité de convergence, Rapport aux Ministres, septembre 2004.

UEMOA/CEDEAO (2004c) Réunion de concertation CEDEAO-UEMOA, Rapport final, Abuja, mai 2004.

Venables, Anthony J. (2000) Les accords d'intégration régionale: facteurs de convergence ou de divergence ?, *Revue d'économie du développement*, No. 1–2, pp. 227–246.

West African Monetary Institute (2003) *Macroeconomic Developments and Convergence Report for the First Half of 2003*, WAMI-IMAO/ODG/CC.12/01, Accra, Ghana.

World Bank (2001) *Memorandum of the President of the International Development Association to the Executive Directors on a Regional Integration Assistance Strategy for West Africa*, Report No. 22520-AFR, Washington, D.C., The World Bank.

World Bank (2005) *Global Economic Prospects – Trade, Regionalism and Development 2005*, Washington, D.C., The World Bank.

Zafar, Ali (2005) Revenue and the Fiscal Impact of Trade Liberalization: The Case of Niger, World Bank Policy Research Working Paper 3500, Washington, D.C.



# Annexe 1

## Indicateurs économiques des pays membres de l'UEMOA et de la CEDEAO

	Popula- tion en millions 2003	PIB par habitant en dollars 2002	Concen- tration des ex- portations 2002 a)	Taxes sur le commerce extérieur en% des recettes budgétaires (moyenne 1995–2003)	Aide au dévelop- pement en% du PIB (moyenne 1995– 2003)	% de la population en dessous du seuil de pauvreté b)
Bénin	6,7	411	...	45,1	10,6	29
Burkina Faso	12,1	271	79,4	24,3	14,9	45
Côte d'Ivoire	16,8	708	33,9	36,7	6,0	37
Guinée- Bissau	1,5	141	79,2	31,0	40,7	49
Mali	11,7	294	84,1	45,9	15,9	64
Niger	11,8	190	...	48,4	13,4	63
Sénégal	10,2	503	39,3	21,3	10,8	33
Togo	4,9	310	26,3	40,8	7,3	32
Cap-Vert	0,5	1 345	...	39,8	20,4	...
Gambie	1,4	266	12,6	41,7	11,1	58
Ghana	20,7	303	60,9	23,8	9,8	40
Guinée	7,9	414	77,6	16,6	8,5	40
Liberia	3,4	170	95,9	...	37,0	...
Nigeria	136,5	351	96,6	9,7	0,6	34
Sierra Leone	5,3	150	50,9	44,5	25,3	83

Notes: a) les trois plus importants produits d'exportation en% des exportations totales. b) sur la base des données les plus récentes.

Source des données: World Bank Africa Database 2005

# Country Economic Reports

Nicaragua 1995: A New Door Might be Opened	1996:1
Tanzania 1995: Ten Years of Economic Reform	1996:2
Laos 1995: Labour Market Adjustment and Human Resource Mobilization	1996:3
Lesotho 1995: Lesotho's Strategic Economic Options: Towards Closer Integration	1996:4
Guinea Bissau 1995: Missing the Beat	1996:5
Vietnam 1995: Sustainable Growth and the Issue of Capital	1996:6
Kenya 1995: Hesitant but Back on Track	1996:7
Zimbabwe 1995: Domestic and External Debt in Zimbabwe	1996:8
Vietnam 1996: Approaching The Next Stage of Reforms	1996:9
Tanzania 1996: The Impact of Balance of Payment Support	1996:10
Angola 1996: Hyper-Inflation, Confusion and Political Crisis	1996:11
Eritrea 1996: A Peaceful Struggle for Sustained Independence	1996:12
Laos 1996: One Step Back or One Step to the Side?	1996:13
Kenya 1996: Economic Reforms and Impediments to Growth	1996:14
Uganda 1996: Security, Credibility and Market Development	1997:1
Guinea-Bissau 1996: Looking for New Development Paths	1997:2
The South African Economy in 1996: From Reconstruction and Development to Growth, Employment and Redistribution	1997:3

Vietnam 1997: Managing the Transition to Free Trade: Vietnamese Trade Policy for the 21st Century	1997:4
Ethiopia 1996: Government legitimacy, Aid and Sustainable Development	1997:5
Vietnam 1997:2 Small, Medium, or Large?	1997:6
Tanzania 1997 The Urge to Merge: The Revival of East African Cooperation	1997:7
Laos 1997: The Poor and the Rich	1997:8
Zimbabwe: Structural Adjustment and Productivity: A Study of the Manufacturing and Agricultural Sectors	1998:1
Uganda: Towards Results-Oriented Economic Management?	1998:2
Ethiopia: Regional and Business Sector Challenges	1998:3
Kenya: From Chaos to Prosperity?	1998:4
Angola: More Oil and Financial Problems	1998:5
Guinea-Bissau: Going into High Gear	1998:6
Cape Verde: The Economics of Mudança	1998:7
Vietnam and the Asian Crisis:	1998:8
Causes, consequences and cures Cambodia: The Challenge of Productive	1998:9
Employment Creation Sri Lanka: Institutions, Economic Policies and Economic Growth	1999:1
Tanzania: Cost-Sharing in Development Projects Principles, Practice and Problem	1999:2
Mozambique in a Post-Washington Consensus Perspective	1999:3
Moçambique: Numa Perspectiva do Consenso Pós-Washington	1999:3
Kenya:Economic Reforms with Labour Market	1999:4
Rigidities; The Kenya Experience Uganda: Uganda at the End of the 1990s: A Medium-Term Assessment	1999:5
Zimbabwe:Employment, Labour Market Reform and Trade Liberalisation Zimbabwe 1990–1997	1999:6
Mozambique: Dutch Disease in Mozambique?	2000:1
Rwanda: rwanda Looking Ahead: Reconciliation, reform and Regional Stability	2000:2

Sri Lanka: Dispersed Industrial Pattern for Reducing Poverty and Regional Inequality in Sri Lanka	2000:3
Tanzania: Tanzania 1999: Obstacles to Private Sector Growth	2000:4
Eritrea: Eritrea 1999: A bleeding country that never kneels down	2000:5
Moçambique: Doença Holandesa Moçambique?	2000:6
Laos: Emerging Rice Market in Laos?	2000:7
Cape Verde: Putting New Life Into Reform Policy, And Then...	2000:8
Cabo Verde: Dando Vida Nova Política de Reformas, e depois...	2000:9
Zimbabwe: Maize Markets in Zimbabwe	2000:10
Cambodia 1999–2000 Land, Labour and rural Livelihood in Focus	2001:1
Poverty in Mozambique	2001:2
Tanzania 2000 Growth, Multilateral Debt Relief and Program Aid	2001:3
Pobreza em Moçambique	2001:4
The Kenyan Interim Poverty Reduction Strategy: A Policy Framework for Growth and Poverty Reduction?	2001:5
Step by Step: Economic Reform and Renovation in Vietnam before the 9 <sup>th</sup> Party Congress	2001:6
The West Bank and Gaza Strip A case of unfulfilled potential	2001:7
Angola 2000: Coming out of the Woods?	2001:8
The Poverty Reduction Strategy Process in Mozambique	2001:9
O Processo de Estratégia de Redução do Pobreza, PRSP, em Moçambique	2001:10
Towards Peace, Growth and Poverty Reduction in Rwanda	2001:11
Burkina Faso, Out of the Poverty Trap?	2001:12
Mali, Coping with Adversity	2001:13
Kenya and the East African Community: A report for Sida	2002:1
Malawi: Economic Growth Public Sector Reform and Poverty	2002:2
Cape Verde: From Aid Dependency	

To Self-Sustaining Growth?	2002:3
Tanzania 2001 New Strategies for Poverty Reduction and Debt Relief	2002:4
Impacts of Trade Liberalisation in Zambia	2002:5
Aid and Growth in Rwanda	2004:1
A Tale of Three Countries – Structure, Reform and Performance in Mali, Burkina Faso and Benin	2004:2
External Shocks, Exchange Rate Regime and Growth in Burkina Faso and Mali	2004:3
Ethiopia: Economic Performance and the Role of the Private Sector	2004:4
Angola: Reaping the benefits of peace?	2004:5
Public Finance Management Reform in Malawi	2005:1
Cambodia – Ready for an Economic Take-off?	2005:2
Poverty and Development in Timor-Leste	2005:3
Taxation in Tanzania – Revenue performance and incidence	2005:4
Regional Development and Government Support to SMEs in Vietnam	2005:5
Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest	2005:6





*Réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015  
c'est le principal défi auquel est confrontée notre époque.  
Cela exige coopération et ténacité. Les pays de coopération  
sont responsables de leur développement, l'Asdi procure  
les ressources et développe les connaissances et les compé-  
tences. C'est ainsi que le monde s'enrichit.*



AGENCE SUÉDOISE DE COOPÉRATION  
INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

SE-105 25 Stockholm, Suède  
Bureau: Sveavägen 20  
Tél: +46 (0)8 698 50 00  
Fax: +46 (0)8 698 56 15  
sida@sida.se, [www.asdi.org](http://www.asdi.org)